# l'unité

M 2805 - N° 363 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 21 décembre 1979


## Un nouveau riche à l'Elysée

## Une police mal dans sa peau

## Halles : le temple du fric



# *Apocalypse : quatre ans de réflexion*

PAR JACQUES HUNTZINGER

QUE peut-on penser des décisions prises par le Conseil atlantique de déployer sur le sol européen de nouveaux systèmes nucléaires, le Pershing II et le missile de croisière Tomahawk ?

On peut dire que la responsabilité est partagée entre les Européens occidentaux, les Américains et les Soviétiques. Les malentendus transatlantiques entre l'Europe et l'Amérique, le réveil militaire américain, les crispations et les angoisses nouvelles liées à la crise économique et sociale, la psychose de la guerre développée par nos sociétés occidentales en crise constituent la trame des décisions de Bruxelles de décembre 1979. Les Européens et notamment les Allemands de l'Ouest ont craint d'être de plus en plus mal à l'aise entre une Union soviétique très forte militairement et une Amérique hésitante à engager tout son poids nucléaire en faveur de l'Europe. Tel était le sens de l'appel d'Helmut Schmidt du mois d'octobre 1977.

Les Américains pour leur part ont acquis le sentiment que l'U.r.s.s. a profité de la détente pour pousser les feux de son programme d'armement et devenir la première puissance militaire. Ce sentiment s'est d'autant plus développé que le syndrome du Vietnam s'est largement atténué et que l'Amérique retrouve aujourd'hui le goût des responsabilités et du leadership. Cela se traduit sur le plan militaire par une formidable relance de ses programmes de recherche et développement et par la préparation d'une nouvelle panoplie pour la fin des années quatre-vingts qui fera d'elle à cette époque la première puissance politique et militaire mondiale.

Et l'U.r.s.s. ? Elle cherche de son côté à gagner sur différents tableaux : à la parité stratégique avec les Etats-Unis et à la supériorité classique sur le théâtre européen elle ajoute désormais, par le S.S. 20, la supériorité « eurostratégique », c'est-à-dire la maîtrise du jeu nucléaire en Europe en cas de conflit limité à ce continent. Pourquoi l'U.r.s.s. a-t-elle déployé de tels systèmes qui n'ont pas leur équivalent du côté de l'Alliance atlantique ? Pourquoi maintient-elle un rythme important de production du S.S. 20 alors qu'elle aurait pu depuis longtemps, avant Salt II ou après Salt II, faire un geste en la matière ? Pourquoi est-elle en train de bâtir à côté de son arsenal intercontinental un arsenal régional dont les objectifs sont exclusivement l'Europe occidentale ? Le discours de Berlin-Est de Leonid Brejnev proposait la réduction des missiles soviétiques en échange de la non-modernisation de l'Otan. Pourquoi ne pas avoir joint le geste à la parole auparavant et pourquoi tenir si tard un tel langage à quelques semaines du Conseil atlantique ? Car il est clair qu'en tout état de cause il n'aurait jamais été décidé de l'implantation des Pershing II sur le sol ouest-européen en l'absence des S.S. 20 soviétiques.

Tous ces nouveaux systèmes vont-ils renforcer l'équilibre dissuasif ? Aucunement. Il ne faut pas confondre équilibre dissuasif et accumulation d'armements. Ils créent au contraire un double risque nouveau : celui de la guerre nucléaire surprise et celui de la guerre nucléaire limitée. Ils ébranlent la dissuasion. En effet, le paradoxe de la dissuasion nucléaire est que le seul mode rationnel de l'emploi de l'arme consiste dans la menace de la terreur. L'atome militaire ne doit offrir le choix qu'entre la terreur et la sagesse. Vers quelles aventures nous entraînent S.S. 20, Pershing II et missiles de croisière ?

Les Européens de l'Est et de l'Ouest devraient comprendre qu'ils sont condamnés à vivre désormais dans l'insécurité relative, sur la voie étroite de la dissuasion. En deça, nous en revenons à un monde prénucléaire qui n'a malheureusement plus de chances d'exister. Au-delà, la recherche d'une sécurité absolue par des armements nouveaux ouvre la boîte de Pandore des « petits jeux nucléaires ».

Alors que faire ? Lutter pour le désarmement. Mais pas de n'importe quelle façon. Quatre années vont s'écouler entre la décision du déploiement arrêtée la semaine dernière et l'implantation effective des missiles américains — laquelle n'interviendra pas avant 1983. Cette longue période de quatre années doit permettre aux puissances intéressées à l'Est et à l'Ouest de relancer les négociations sur des bases nouvelles afin d'arriver à freiner, voire à stopper, la nouvelle course aux armements engagée de part

*(Suite en page 2)*

# Europe : le déséquilibre de la terreur

## *Nous entrons dans l'ère de l'insécurité relative, voie étroite de la dissuasion*

LES décisions de l'Otan sur la modernisation nucléaire ne sont pas l'affaire de la France. Pour la bonne raison que cette dernière a choisi la voie d'une dissuasion nationale fondée sur la force nucléaire stratégique et qu'elle est sortie des organes intégrés de l'Otan. Les discussions ont eu lieu normalement entre les membres européens de l'Otan et plus spécialement les états intéressés au déploiement des nouveaux missiles (Allemagne fédérale, Angleterre, Italie, Belgique, Pays-Bas) et les Etats-Unis. A proprement parler, la France n'est pas engagée dans cette affaire.

Mais la France n'en est pas moins, par la géographie et par l'Histoire, un pays d'Europe occidentale qui a tissé avec les autres pays d'Europe occidentale mille liens de coopération, de fraternité et de solidarité. Elle ne peut pas, par conséquent, se désintéresser du sort ni de la sécurité de ses partenaires : la sienne y est liée.

De plus la sécurité de l'Europe reste assurée en première ligne par les forces américaines et ouest-européennes installées en Allemagne. Notre propre défense est donc à l'abri derrière cette première ligne.

Aussi, du point de vue français, il est important et nécessaire d'apprécier à chaque moment l'état de la balance des forces sur le continent européen.

Quelle est cette balance des forces ?

Elle a reposé pendant les années cinquante sur l'équation suivante : divisions blindées soviétiques en Europe centrale et G.i. en Allemagne, plus arsenal nucléaire américain. Les Etats-Unis avaient tout à la fois une supériorité nucléaire totale et une détermination totale vis-à-vis de la défense de l'Europe par tous les moyens. A cette époque « l'équilibre » est largement à l'avantage de l'Alliance atlantique.

Pendant les années soixante, l'équation se modifie : divisions blindées plus armes nucléaires soviétiques/G.i. plus arsenal nucléaire américain. L'U.r.s.s. a acquis d'une part ses premiers missiles intercontinentaux, lesquels visent l'Amérique (S.S. 9, S.S. 11) et d'autre part ses premiers missiles régionaux, lesquels visent l'Europe (S.S. 4 et S.S. 5). L'Amérique est amenée à employer un langage plus flexible et à assouplir la défense de l'Europe. Mais parce qu'elle demeure la première puissance nucléaire avec ses fusées Minuteman et ses sous-marins Polaris, chacun reste convaincu de la valeur de la parole américaine. L'équilibre est en train de s'instaurer mais l'avantage demeure néanmoins à l'Alliance atlantique.

Aujourd'hui la situation est la suivante : les armes intercontinentales des deux Grands (bombardiers, sous-marins, missiles à long rayon d'action) s'équilibrent quant à leur capacité respective de destruction. Salt II vient codifier cette parité. Mais dans cette situation l'Amérique risquerait gros pour elle-même si elle employait ses armes au profit de l'Europe. Peut-elle courir ce risque ?

C'est la seule vraie question. Sur quoi reposera demain la sécurité de l'Europe occidentale, face aux forces classiques nucléaires soviétiques ? Or cette question sérieuse apparaît à un moment où l'Union soviétique développe tous azimuts ses programmes nucléaires, en lançant notamment deux générations de missiles, le S.S. 20 à portée régionale et les S.S. 21, 22, 23, à portée locale. Il faut comprendre les Allemands et leurs voisins européens : puisqu'ils s'interdisent et l'arme nucléaire et l'armée européenne, l'équilibre ne peut se faire pour eux que par l'engagement des forces américaines.

Mais lesquelles demain ? Il est vrai que les sous-marins Poséidon américains affectés à l'Otan et enfouis dans les eaux méditerranéennes et atlantiques ont pour mission de protéger l'Europe occidentale, en riposte à une éventuelle agression soviétique. Mais il est vrai également que l'U.r.s.s. peut désormais, avec les cent cinquante S.S. 20 déjà déployés, détruire en quelques minutes toutes les installations militaires de l'Otan, les aérodromes, les flottes, les sous-marins à quai, le plateau d'Albion... et pratiquer ce qu'on appelle désormais une guerre chirurgicale éclair. Que feraient les Etats-Unis dans ce cas là ?

Nul ne le sait. Et c'est peut-être dans cette incertitude à laquelle sont soumis tous les gouvernements et leurs Etats-majors que se trouvent la source des hésitations européennes, de l'inquiétude soviétique mais, également, en attendant qu'un désarmement soit imposé, d'une insécurité relative qui est, peut-être, le visage nouveau de la dissuasion. ●

## SUITE DE LA PAGE 1

et d'autre. Les décisions sur le Pershing II ne sont donc pas irréversibles. A la limite, si le climat des relations Est-Ouest s'améliore, si la négociation Salt III — sur la limitation des armes nucléaires intercontinentales et régionales des grandes puissances — s'engage rapidement et sérieusement, on peut même penser qu'il n'y aura aucun déploiement de Pershing II dans la mesure où l'Union soviétique réduira le nombre de ses missiles S.S. 20 existants.

Ainsi, la lutte pour le renforcement de la sécurité en Europe, loin d'être oblitérée par les décisions de l'Otan, est amenée à devoir se développer. Il s'agit plus que jamais de se battre pour stopper cette nouvelle course qui crée peu de dissuasion mais beaucoup de risques de tension et de conflits.

Par quelles options passe demain une politique de désarmement ?

1) Tout d'abord la lutte pour la ratification de l'accord Salt II et l'achèvement de la négociation de Vienne sur la réduction des forces en Europe.

2) Puis l'ouverture la plus rapide de Salt III. Salt III, partant des résultats de Salt II, devrait aboutir à un abaissement du niveau des armes intercontinentales et à un plafonnement des armes nucléaires régionales des deux Grands. Les responsabilités nucléaires des deux Grands sont telles qu'ils doivent clairement donner l'exemple. Il serait alors possible d'envisager après Salt III une conférence nucléaire à cinq (U.r.s.s., Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine). Ce serait l'objet de Salt IV.

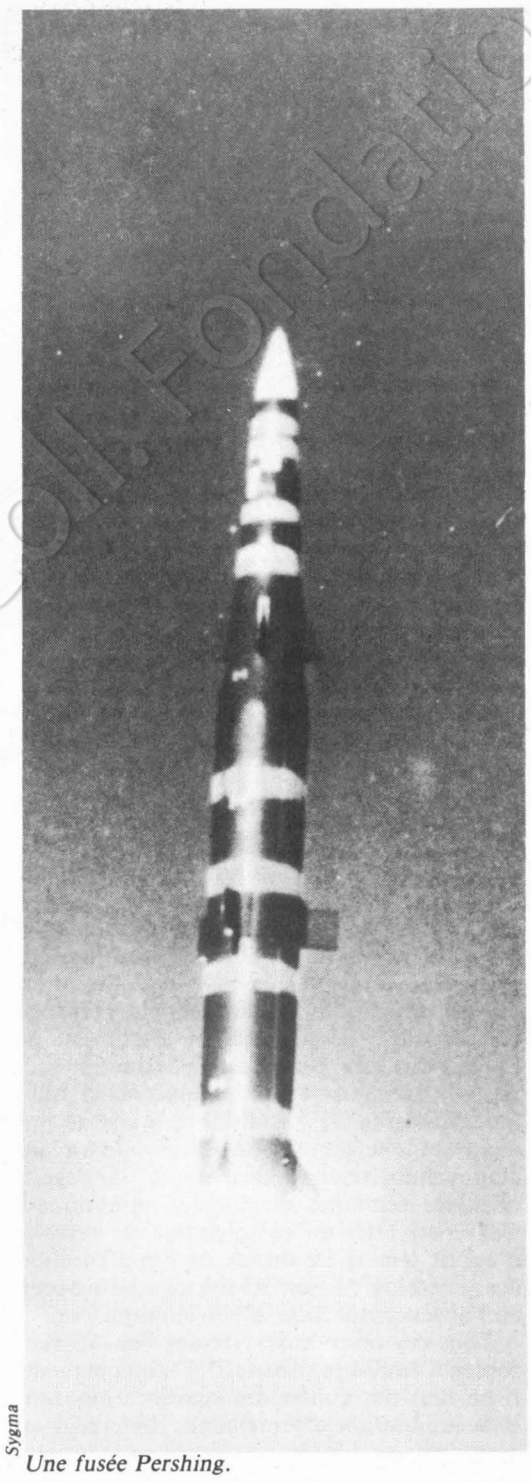
3) L'organisation d'un forum européen sur les conditions de la sécurité et sur la réduction des tensions en Europe. Ce forum pourrait être décidé par la conférence de Madrid sur la sécurité européenne qui aura lieu l'an prochain.

Pour ce faire, la proposition socialiste de conférence européenne pour la réduction des forces des tensions devrait être actualisée et faire l'objet d'une campagne d'explications dans l'Internationale socialiste ainsi qu'auprès de l'ensemble des pays européens.

La meilleure façon de lutter pour la paix et le désarmement réel ne passe pas par des slogans à sens unique du genre « Non aux Pershing II » ou « Non aux S.S. 20 ».

A vouloir aboutir, ou tout au moins peser sur la balance, faut-il encore faire les choses sérieusement. Le Parti socialiste n'entend pas, sur ce sujet comme sur d'autres, mener de simples opérations de propagande. Rencontrer ses partenaires de gauche peut être utile : à condition que les réunions soient bien préparées, qu'il ne s'agisse pas de poudre aux yeux... bref, qu'y soit étudié l'ensemble des problèmes stratégiques européens. Car la gauche se doit de lutter pour le désarmement, mais elle doit le faire en toute clarté.

La motion de censure déposée par le P.c. est l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire : la France ne faisant plus partie de l'Otan, vouloir censurer le gouvernement pour des positions qu'il ne pouvait pas prendre, une négociation dont il est demeuré absent revient tout bonnement à prétendre... que la France fait toujours partie de l'Otan. A moins que le motif réel de cette motion de censure n'ait rien à voir avec la sécurité européenne et le désarmement... ●



Sygma

*Une fusée Pershing.*

PARTI SOCIALISTE
LE PREMIER SECRETAIRE

7 RUE, PLACE DU PALAIS BOURBON 75007 PARIS
TEL. : 551.97.53 (5 LIGNES)

Paris, le 14 décembre 1979

Cher Camarade,

Je reçois ce matin la lettre par laquelle vous invitez le Parti socialiste à participer, avec d'autres organisations ou mouvements, à une réunion, dès demain samedi, à votre siège. Les radios et télévisions nous avaient d'ailleurs informés hier soir de votre intention.

Compte tenu de la gravité et de la complexité des questions soulevées par cette lettre, c'est au Bureau exécutif de notre parti qu'il appartient, conformément au caractère démocratique de nos prises de décisions, de répondre à votre proposition. Je l'en saisirai dès mercredi prochain.

Je note cependant avec intérêt que certains problèmes de politique internationale vous paraissent si importants qu'ils entraînent, à vos yeux, la nécessité de rencontres urgentes sans préparation par la base, alors que des questions brûlantes de la vie sociale et politique française justifieraient tout autant, selon nous, de multiplier les actions communes sur le terrain des luttes.

En attendant la réunion de notre Bureau exécutif, rien n'empêche que des contacts soient assurés par nos deux partis. Notre secrétaire national aux relations extérieures est mandaté à cet effet.

Recevez, cher Camarade, l'expression de mes sentiments socialistes.

F. Mitterrand

François MITTERRAND

Monsieur Georges MARCHAIS
Secrétaire général du Parti communiste français
2, Place du Colonel Fabien
Paris

# Comment "l'Humanité" informe ses lecteurs

ON sait que le Parti communiste avait convoqué samedi dernier à son siège les organisations syndicales et les partis de gauche pour une réunion visant à l'organisation d'une manifestation de protestation contre l'implantation de nouveaux missiles de l'Otan dans plusieurs pays d'Europe occidentale.

François Mitterrand avait répondu vendredi à Georges Marchais par une lettre que « l'Humanité » a reproduite samedi matin mais en pratiquant des suppressions significatives.

Pour l'information de nos lecteurs nous publions le texte intégral de cette lettre en soulignant les lignes que l'organe central du P.c.f. a préféré ne pas mettre sous les yeux des siens.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
*Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

# Un nouveau riche à l'Elysée

***Pour les parvenus, un sou c'est un sou. La famille Giscard, président en tête, ne manque pas de respecter ce saint principe ! C'est une des explications - pas la seule - des récentes "affaires"***



PAR CHRISTINE COTTIN

DIAMANTS de Giscard, où êtes-vous ? S'ils pouvaient répondre, les petits cailloux du généreux Bokassa en auraient sans doute de biens bonnes à nous raconter. Mais les miroirs ne parlent que dans les contes de fée. Les diamants se contentent, ici bas, d'être une valeur-refuge, d'ailleurs en hausse par les temps troublés qui courent.

Dix semaines après la publication des premiers documents sur cette « affaire » dans le « Canard enchaîné », les Français attendent toujours une version officielle enfin crédible. Un démenti de Bokassa aurait sans doute bien arrangé les choses. Mais voilà : depuis son éviction du trône, l'empereur déchu pourrait bien avoir une dent contre son « parent » de France. Même s'il avait quelque chose à dire de son exil doré d'Abidjan, on sait aujourd'hui qu'il ne le pourrait pas. Une équipe de « l'Express » venue l'interviewer s'est vue reconduire à l'aéroport avec les précautions réservées d'ordinaire aux dangereux terroristes.

En deux mois et demi, de réponses évasives en démentis fumeux, l'Elysée n'a obtenu qu'un résultat : la question n'est plus désormais de savoir si Giscard a — oui ou non — reçu des diamants. Mais ce qu'il en a fait.

*Il n'y a plus qu'au Palais présidentiel* qu'on essaie encore de semer le doute. Témoin, cette petite réunion qui s'y est tenue autour d'une tasse de thé, le 11 décembre dernier. A 17 h 30, le chef de l'Etat a reçu neuf journalistes pour une de ces causeries dont il a le secret. Sans carnet de notes, sans magnétophone. Le genre confidentiel en quelque sorte. Le président s'est beaucoup plaint de cette « infâme campagne » menée contre lui. D'ailleurs, les documents publiés dans l'affaire des diamants sont des faux. Outre le fait qu'il aurait pu le dire deux mois et demi plus tôt, on apprenait parallèlement de son entourage que la première plaquette évoquée par le « Canard enchaîné » remise à Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances, se trouve au secrétariat général de la présidence. Elle fait partie des cadeaux qui, selon les mots de Giscard à Antenne 2, seront remis avant la fin du septennat à des œuvres de bienfaisance ou des musées.

En résumé, de faux documents pour de vrais diamants. Et une question de plus : qui Giscard pense-t-il abuser en faisant des confidences qu'il prétend vouloir garder secrètes à des personnes dont le métier est précisément de divulguer l'information ? Toujours cette politique du démenti officieux, faute de pouvoir, la tête haute, s'offrir un démenti officiel.

Une plaquette de cent millions de francs, ou même de cinquante, quel est le Français qui ne s'en contenterait pas ? Giscard lui-même est-il au-dessus de tout cela ? Quelles sont les attitudes de notre président face à l'argent ? En clair : peut-il être soumis à la tentation — et chacun sait si à son poste elles sont nombreuses — sans y succomber ? Autant de questions — jamais posées du temps du général de Gaulle — désormais à l'ordre du jour.

Dans son entourage, on se récrie sur l'honnêteté de Giscard. Et pourtant, il se trouve un giscardien qui avoue avoir eu des doutes. C'était au moment de la redéfinition fiscale des signes extérieurs de richesse. Giscard, lui-même, supprima de la liste la propriété d'une chasse : il en possède plusieurs. En revanche, louer une chasse est toujours considéré comme un signe extérieur de richesse, taxé par les impôts. Faut-il préciser qu'il n'arrive jamais à Giscard d'en louer ?

## La vie de château

Notre giscardien effleuré par le doute s'est bien vite rassuré. De l'argent ? Giscard en a toujours eu. Et pas qu'un peu. N'est-ce pas là la meilleure des garanties ?

Lors du grand numéro présidentiel contre les inégalités en septembre 1976, le « Canard enchaîné » s'était amusé à recenser les propriétés de la famille Giscard. Château de Varvasse (Chanonat), de Chaillot (Vierzon), du Bois-Berthelot (Côtes-du-Nord), château de la Beaume et château Foulques Lastérie du Saillant de Comborn (Corrèze), château de l'Etoile (Authon) et, dans le Loir-et-Cher, château de Fresne et, château des Hermites. Enfin, château de Saint-Amand-Tallende non loin de Chanonat (Puy-de-Dôme). Voilà pour les résidences secondaires. Quand elles ne sont pas à Giscard lui-même, elles appartiennent à son père, son frère, sa belle-sœur, ses nièces, sa femme ou sa tata, la veuve du frère de son père. A croire qu'ils ont quelque chose contre les F 4. Sans parler des différentes participations et jetons de présence de la famille dans de grandes sociétés et diverses banques.

Les fins de mois difficiles, Giscard ne connaît pas. N'imagine pas. Certains de ses conseillers le déplorent : il n'a toujours pas enregistré que c'est le lot de l'immense majorité des Français. Des détails ne trompent pas. La dernière enquête prouvant que les Français ne payent pas leurs contraventions a profondément choqué le président de la République. Il s'en est ouvert à quelques proches : quel manque de sens civique ! Il ne lui est pas venu à l'idée que le manque d'argent pouvait aussi être une explication.

Quand il se penche sur les problèmes de notre civilisation, comme il l'a fait récemment pour « Paris-Match », on mesure à quel point Giscard est déconnecté de la réalité. « Comment le Président peut-il dire que la société de consommation est dépassée alors que 40 % des Français n'ont pas encore des moyens d'y goûter ! Ce p.-d.g. d'une grande entreprise de matière plastique n'en revient pas.

Riche, par rapport à la population française, Giscard l'est. Mais pas autant qu'il le voudrait, compte tenu de ses fréquentations. Tout laisse penser que face à l'aristocratie financière — quelques milliers de personnes, pas plus — il fait figure de parent pauvre. Notre président voudrait bien suivre le train d'enfer du baron Empain par exemple, l'un de ses grands amis. Mais — ô ! infamie — il ne peut comme lui dépenser sans compter. Et le voilà ravalé au rang de ces parvenus qui, toute leur vie, veulent avoir l'air de faire partie « de la haute » sans en avoir vraiment les moyens.

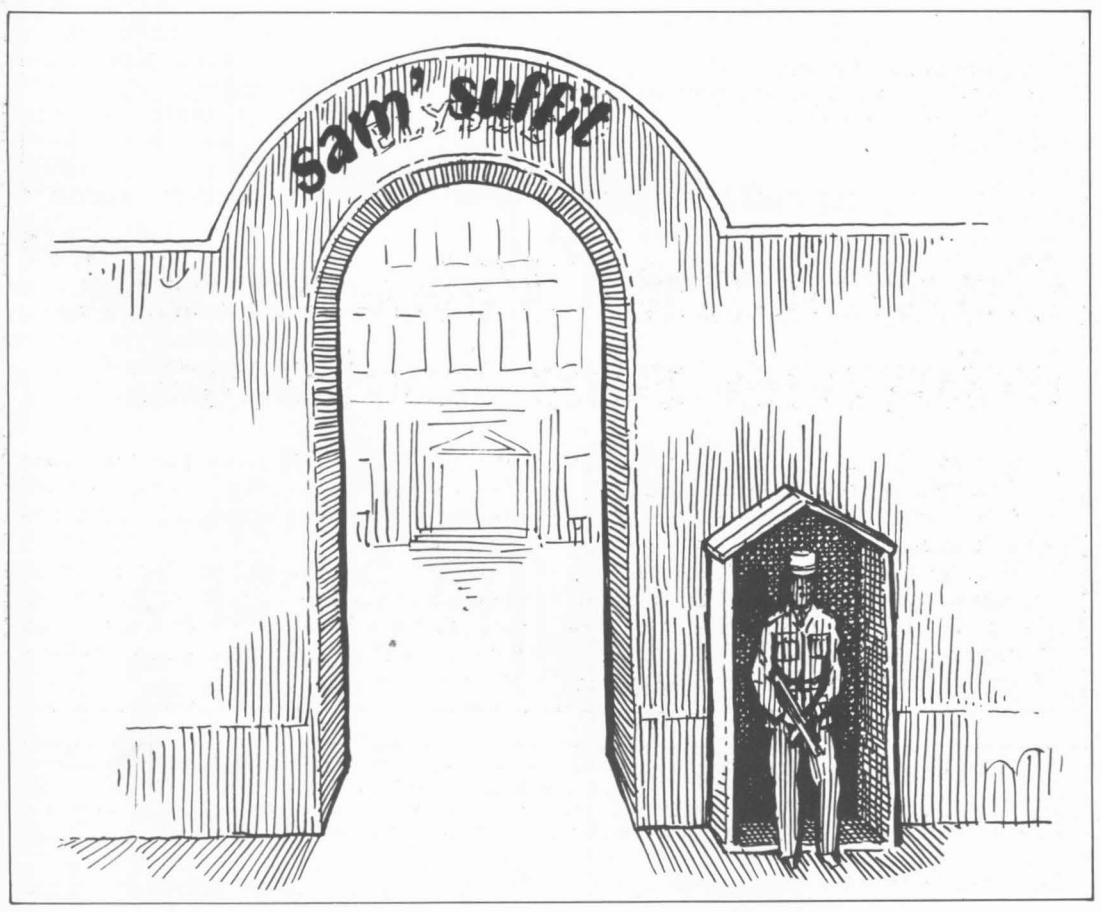
Jusqu'à cette damnée particule qui fait ricaner dans les salons. Giscard a beau multiplier les tentatives pour trouver une place dans l'arbre généalogique des « grands » de France, il se trouve toujours un petit malin pour lui rappeler le décret du 17 juin 1922 qui permit à papa Edmond Giscard de s'adjuger le « d'Estaing ». L'amiral Charles Henri d'Estaing n'a rien à voir avec notre Valy. La société des Cincinnati, saint du saint du gotha américain, l'a fait remarquer pour justifier son refus d'admettre le ministre Giscard en son temps, et pour n'accepter la candidature du même Giscard président de la République qu'à titre de membre honoraire et uniquement pendant la durée de son mandat. Pour une belle claque, c'est une belle claque !

Autant d'amertume semble engendrer une certaine mélancolie qui peut aller jusqu'à la mesquinerie. A l'égard de ceux dont il se voudrait le pair : quelques descentes du fisc ont suivi parfois de trop près des soirées où, Giscard présent, on se racontait, après boire, les bonnes affaires passées sous le manteau. Des coïncidences si bizarres que, dans ces milieux, on s'est passé le mot : chut, homme dangereux.

## Pas de petites économies

Mesquinerie tout azimuts, aussi, dans les dépenses quotidiennes. Cinq francs de pourboire, Giscard n'a jamais laissé plus. A la ferme de son château d'Authon, les ouvriers agricoles étaient, en 1975, toujours payés au Smic. Là-bas comme le raconte Claude Angeli du « Canard enchaîné », la famille Giscard fait aussi dans le petit commerce du chien de chasse. Giscard garde les bons braques pour ses chasses et... vend les autres.

Petites économies, petits profits, rien n'est à négliger quand il s'agit de son bon plaisir. Comment s'étonner, alors, qu'il ne fasse plus bien la distinction entre les impératifs liés à sa fonction et sa vie privée. Les Mystère 20 officiels, c'est une évidence, sont là pour le servir. Même quand il va chasser le canard près de Nantes, comme en août dernier.



Le gaspi, c'est son dada. Mais les économies d'énergie ce n'est pas pour lui. Pour son voyage en Nouvelle-Calédonie, cet été, où il n'est pas resté cinq jours, il a fait envoyer une 604 gris métallisé par le porte-conteneur « Cézanne ». Aucune voiture sur place n'était digne du séant présidentiel. Et, un aller-et-retour aux Antipodes pour Monsieur Giscard, un !

Même cinéma au Japon, cet été, en pleine campagne d'économie d'énergie. Après avoir refusé la plus longue des Cadillac blindée réservée par les Nippons à leurs hôtes de marque, Giscard a fait venir par avion cargo sa citroën personnelle.

Giscard, lui, quand il n'a pas de tête, il n'a pas non plus des jambes, il a du kérosène. Fin septembre 1978, lors de sa visite officielle en Pologne, il a oublié son fusil favori pour la chasse au lynx et au loup. Qu'à cela ne tienne : un Mirage 20 a aussitôt décollé de Paris pour Varsovie avec, pour tout chargement, le fusil présidentiel.

## *La passion des safaris*

Combien de Français ont rêvé de se dispenser des droits de douane ? Giscard, lui, ne s'en prive pas. Trophées de chasse, peaux d'ours, défenses d'éléphants, matériel électronique — c'est par caisses que Giscard a ramené des magnétoscopes et autres broutilles de son voyage au Japon l'été dernier — ne sont jamais passés par les mains d'un douanier. Ce qui est vrai pour lui l'est aussi pour sa famille. On est plus proche ici, de la monarchie que du suffrage universel.

Là où il y a de la gêne il n'y a pas de plaisir. Une philosophie qui explique aussi l'action de Giscard en Centrafrique. Bien sûr, il y a l'uranium, et la présence française sur le continent noir. Mais dans cette volonté de maintenir au pouvoir un déséquilibré sanguinaire, il y avait aussi — on espère que ce n'est pas surtout — ces immenses réserves d'animaux mises à la disposition de Giscard, même en dehors des périodes d'ouverture légales, pour sa passion : les safaris. Une passion que ses moyens personnels ne lui permettraient jamais de satisfaire aussi largement.

Sans doute la revue « Esprit » de ce mois-ci trouve-t-elle, sous la plume de son directeur Paul Thibaud, le mot de la fin : « Ce que fait entrevoir l'affaire de Centrafrique déconcerte les habituelles pédanteries de l'analyse politique (...). C'est la politique subordonnée à la distraction. » ●

# P.s. : la tête froide

***La résolution adoptée par les premiers secrétaires fédéraux du Parti, unanimes, montre que le langage qu'ils veulent entendre est celui du calme et de la détermination***

PAR CLAUDE ESTIER

DEUX événements importants ont marqué au cours du dernier week-end la vie du Parti socialiste : l'inauguration, par un premier stage de cinq ans, de la nouvelle école du socialisme qui porte le nom d'Institut André-Boulloche et dont la direction a été confiée à Jacques Pomonti ; la réunion, samedi à Paris, de l'ensemble des premiers secrétaires fédéraux du Parti.

Même s'ils ont provoqué dans la presse écrite et parlée moins de commentaires que telle ou telle prise de position d'élus socialistes touchant aux élections présidentielles, ces deux événements ont confirmé que le P.s. est en bonne santé et que ses responsables, au niveau national comme au niveau départemental, n'entendent pas se laisser troubler par des campagnes orchestrées, visant de toute évidence à peser de l'extérieur sur l'opinion des militants. La résolution votée à l'unanimité par les secrétaires fédéraux (donc y compris ceux qui appartiennent aux courants minoritaires) souligne bien que, face aux difficultés actuelles, la cohésion et l'unité du Parti sont des atouts décisifs pour les prochaines batailles politiques.

Comme l'avait fait la semaine précédente le Comité directeur, les secrétaires fédéraux ont estimé, avec François Mitterrand, que la « culture du désarroi » n'était pas de mise. Celui-ci ne saurait venir ni d'une défaillance des structures du Parti, ni de résultats électoraux qui se situent, pour la plupart, au niveau élevé de 1976 et 1977, ni même d'un affrontement idéologique puisque le Projet socialiste, qu'une convention nationale adoptera les 12 et 13 janvier, a fait l'objet d'un vote unanime dans les instances dirigeantes.

Seule la compétition prétendument ouverte, plus d'un an et demi avant l'échéance, pour les présidentielles de 1981 pourrait donc constituer la cause du désarroi dont on parle. « Ne vous laissez pas entraîner dans le piège que l'on vous tend », a dit le premier secrétaire aux responsables fédéraux en faisant appel à leur sang-froid : « Une campagne prématurée laisserait penser aux Français que nous n'avons en tête que des préoccupations électorales. Le Parti socialiste a aujourd'hui d'autres combats à mener. Il faut savoir faire chaque chose en son temps. »

La résolution adoptée montre que c'est bien le langage que souhaitaient entendre celles et ceux qui représentent la permanence du Parti dans l'ensemble du pays. C'est un sondage qui en vaut bien d'autres.




Pascal Lebrun

*Premier stage de la nouvelle école du socialisme, l'Institut André-Boulloche.*

**DEBAT SUR LE PROJET**

# Nucléaire : l'opinion du G.s.e.-E.d.f.

***Pour le G.s.e. national E.d.f. - G.d.f., le nucléaire est le terme de bouclage de notre bilan énergétique***

AUCUNE des deux options proposées sur l'énergie dans le projet ne nous satisfait pleinement.

L'option 1 a, pour nous, le défaut de reposer sur un chiffrage du futur programme nucléaire. Cela nous paraît contestable, d'abord parce que, par ailleurs, le projet se refuse à juste titre, à ce type de précision. D'autre part, les incertitudes sont telles, en matière énergétique, que s'accrocher solidement à des chiffres nous paraît illusoire. Si, par exemple, les hypothèses très volontaristes sur les économies d'énergie, sous-jacentes à l'option 1, ne se réalisaient pas, que vaudrait l'engagement à ne pas dépasser la construction de 1000 MW nucléaires par an ?

L'option 2 nous paraît tout aussi imprudente, parce qu'elle semble trop faire confiance au nucléaire. Elle justifie en effet un programme qui, en 1985, assurerait 20 % de notre bilan énergétique par le nucléaire, mais on oublie, ce faisant, que le même programme aboutirait en 1990 à assurer 70 % de la production électrique par du nucléaire, ce qui nous paraît exagéré de la part d'une énergie qui n'a pas encore fait suffisamment ses preuves aux plans technique et économique.

Ce que nous disons d'abord, c'est qu'il faut réaliser le maximum d'économies d'énergie, sans cependant faire de pari sur le résultat ; cet effort portera en particulier sur l'industrie et les transports, mais aussi sur les foyers domestiques grâce à l'isolation et à un meilleur rendement des appareils. Cette politique doit permettre de dissocier l'accroissement des consommations d'énergie, de la croissance économique qui doit progresser à un rythme assez soutenu pour permettre les réalisations de nos objectifs sociaux et de la lutte contre le chômage.

Nous disons ensuite que l'on peut, à court et à moyen terme (1990), importer davantage d'énergies fossiles si l'on sait choisir, parmi les pays susceptibles de nous vendre du gaz ou du charbon, ceux qui pourront nous acheter, en contrepartie, nos biens d'équipement.

Nous disons enfin qu'il faut, dès aujourd'hui, multiplier les efforts de recherche afin que les énergies nouvelles puissent déboucher, en masse, le plus tôt possible sur le marché. Nous croyons au solaire, à la géothermie, à la biomasse. A condition qu'on y mette tout de suite les moyens, ces techniques peuvent prendre une part importante dans notre bilan d'ici quinze ou vingt ans.

On peut donc faire beaucoup mieux que ce que propose le Pouvoir dans tous ces domaines : c'est ce que nous appelons la politique de diversification, que nous opposons à celle du tout-nucléaire.

Pour nous, le nucléaire n'est qu'un terme de bouclage du bilan énergétique. Si les autres éléments du bilan satisfont notre attente, le nucléaire sera fortement diminué, c'est-à-dire qu'on pourra étaler plus dans le temps les tranches prévues. Si malheureusement, nous enregistrions de fortes désillusions sur les économies d'énergie ou sur le solaire, il faudrait accélérer quelque peu le programme nucléaire, sans pour autant atteindre le rythme proposé par nos gouvernants actuels.

Quant aux surrégénérateurs, en application des mêmes principes, nous pensons qu'il faut également réserver l'avenir, c'est-à-dire poursuivre les recherches (y compris dans d'autres filières) tout en refusant énergiquement de nous engager dans leur exploitation industrielle avant de savoir ce que donne la recherche dans le solaire, c'est-à-dire vers 1990.

Cette souplesse que nous préconisons répond aux impératifs d'une exploitation industrielle qui se refuse aux à-coups, tant pour les investissements que pour la main-d'œuvre utilisée. Enfin, nos propositions prennent en compte les dangers de rationnement énergétique où les options 1 et 2 risquent de nous mener : l'une, si les économies d'énergie ne se réalisaient pas comme prévu, l'autre, si la précipitation du programme nucléaire entraînait, comme actuellement, des arrêts techniques plus ou moins prolongés des centrales. La réelle diversification que nous proposons est donc la seule pouvant nous assurer de la réalisation de nos objectifs sociaux (en particulier, la lutte contre le chômage), et donc de notre crédit auprès des travailleurs. ●

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

de 26,50 à 32,50 F (T.T.C. départ)
Prix pour comités et collectivités

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

## *La résolution des secrétaires fédéraux*

« Les premiers secrétaires fédéraux du Parti socialiste se sont réunis le 15 décembre 1979 à l'occasion de leur 3e conférence nationale depuis le Congrès de Metz. Ils ont notamment fait un large tour d'horizon sur la situation du pays et des fédérations.

« Les premiers secrétaires fédéraux constatent que la situation réelle du Parti socialiste apporte un démenti à tous ceux qui présentent le P.s. comme affaibli, diminué et démoralisé. Cette campagne a d'ores et déjà échoué : le nombre d'adhérents reste stables ; la campagne d'adhésions commence à porter ses fruits ; les derniers résultats électoraux sont dans l'ensemble bons ; jamais le Parti socialiste n'a fait preuve d'autant d'activité sur tous les terrains ; il mène de front un travail de réflexion (le débat démocratique sur le Projet) et l'action militante (la présence dans les luttes aux côtés des travailleurs). Il n'a cessé et ne cessera de proposer aux forces de gauche des actions unitaires à la base.

« Les premiers secrétaires fédéraux soulignent qu'à l'heure actuelle, ce qui compte c'est la réflexion, la discussion collective et démocratique pour doter le Parti d'un projet capable de redonner confiance au peuple de gauche et de le mobiliser ; ce qui compte c'est la lutte contre la politique désastreuse menée par le Pouvoir et sa majorité ; ce qui compte, c'est d'être aux côtés des travailleurs et de la population qui subissent de plein fouet les effets de la crise. L'élection présidentielle n'est pas à l'ordre du jour. Le Parti socialiste n'a que faire d'une campagne présidentielle « à l'américaine ». L'heure venue, il se dotera du candidat capable de rassembler les socialistes, de rassembler la gauche et susceptible de gagner pour permettre d'instaurer le socialisme.

« Les premiers secrétaires fédéraux affirment que dans le contexte politique actuel, marqué par la crise du capitalisme avec toutes ses conséquences (chômage, autoritarisme et négation du rôle du Parlement, menace sur les libertés...), le rôle des militants socialistes est de renforcer la cohésion et l'unité du Parti autour de son premier secrétaire François Mitterrand et pour cela de combattre avec fermeté toute tentative de démoralisation qui ferait le jeu de la droite. La victoire est possible... elle passe par l'union des forces de gauche. Le P.s., confiant dans l'avenir et porteur de l'espérance unitaire, mettra tout en œuvre pour réaliser cet objectif. » ●

**DEBAT SUR LE PROJET**

*Yvon Tondon, député de Meurthe-et-Moselle, et Marie-Claude Vayssade, député à l'Assemblée européenne, répondent à l'article de Lionel Jospin paru dans "l'Unité" de la semaine dernière*

# Le temps de la réflexion

PAR YVON TONDON et MARIE-CLAUDE VAYSSADE

IL aura donc fallu trois semaines à notre camarade Lionel Jospin, numéro deux de notre Parti, pour découvrir et proclamer que ce qui était intolérable dans l'article de Michel Rocard c'était justement ce qui n'était pas. Et forts de cela, nous voici invités, après la « gauche américaine », à combattre le « rocard-schreibérisme » !

Trop, c'est trop, et nous ne voudrions pas voir s'installer dans notre Parti la sinistre logique du « plus c'est gros, mieux ça passe ». Servan-Schreiber, nous, nous connaissons. Nous avons mesuré sur place son extrême démagogie, son agitation sans suites, sa méconnaissance totale de tous ceux qui luttent au jour le jour pour, tout simplement, vivre. Nous sommes de ceux qui, avec tous les militants de Meurthe-et-Moselle, avons combattu sans relâche contre lui et le Pouvoir pour finalement parvenir à le battre en septembre 1978.

Nous connaissons aussi Michel Rocard et depuis fort longtemps. Son caractère, sa carrière, son combat interdisent à tout socialiste, qu'il soit ancien ou récent, de le comparer à notre adversaire. Avec François Mitterrand et d'autres responsables socialistes, il a efficacement contribué à notre bataille. C'est pourquoi il est des amalgames qui, ici en Lorraine plus encore qu'ailleurs, sont intolérables.

D'autant qu'on ne peut manquer d'être frappé par la pauvreté de l'argumentation qui cherche à justifier cette polémique. Que reproche en effet Lionel Jospin à Michel Rocard ? La forme d'un article, son « ton », des mots qu'il n'y trouve pas. Sur le contenu, rien ou presque. L'essentiel de la critique porte sur ce qui n'est pas dit avec ce petit jeu : « Je vous accuse non seulement au nom de ce que vous dites, mais aussi au nom de ce que vous ne dites pas. »

L'on comprendra mieux l'absurdité du procès intenté si l'on relit l'interview accordée, relue et corrigée par François Mitterrand au journal « le Monde » daté du 5 décembre. Pas une seule fois nous n'avons lu les mots, les phrases tant réclamés par Lionel Jospin. Et pourtant nul d'entre nous ne s'en est indigné. Nous avons même trouvé ce papier fort juste, spécialement cette conclusion que chacun ferait bien de méditer : « L'esprit de secte ou l'anti-liberté. Tout dogme qui veut prouver par la contrainte tue l'homme avec la liberté. »

S'il doit y avoir débat entre nous, que ce soit donc sur les réalités, sur des propositions concrètes, et non sur des mots qui sont ou ne sont pas dans tel ou tel texte ! En veut-on un exemple ? Avant le congrès de Metz, il y avait une controverse, parfois polémique, sur le contenu des nationalisations, le contrôle des filiales, le mode de gestion des entreprises publiques, la désignation des hauts responsables des sociétés nationalisées, etc.

L'examen du Projet socialiste aurait pu être l'occasion de confronter des propositions précises, qui auraient certainement eu un écho non négligeable chez les travailleurs de la sidérurgie, pour se limiter à notre région. Mais le texte du Projet n'apporte aucun élément nouveau sur ce plan.

Autre sujet d'importance et qui nous touche ici directement, la politique européenne. Le comportement de la majorité de Metz au parlement de Strasbourg est-il à ce point homogène qu'il ne mérite nul débat, nulle recherche ?

Il y a donc largement matière à discussion, disons plutôt à travail en commun. Plus que de polémiques c'est de cela dont nous avons besoin. Souvenons-nous des dernières en date, elles ont plus servi aux rédacteurs de « l'Humanité » qu'au renforcement des socialistes.

Alors gardons-nous d'utiliser contre tel ou tel des phrases qui un jour pourraient se retourner contre le Parti tout entier. ●

# Le vote des socialistes à Strasbourg

*Antoine Violet explique pourquoi, les socialistes français ont voté différemment*

PAR ANTOINE VIOLET

LE vote intervenu la semaine dernière à Strasbourg par lequel, à une écrasante majorité, le nouveau Parlement européen élu au suffrage universel a rejeté le budget de la Communauté pour 1980 a fait couler beaucoup d'encre. On a parlé de « crise » des institutions européennes, de volonté de la nouvelle Assemblée d'affirmer ses pouvoirs face aux neufs gouvernements, d'offensive des partisans de la « supranationalité » pour déborder les compétences du Parlement telles qu'elles résultent des traités.

Ces interprétations diverses ont été rendues possibles par la complexité de la procédure budgétaire européenne qui a permis de mêler, dans le vote en seconde lecture, aussi bien parmi ceux qui ont repoussé le budget que parmi ceux qui l'ont approuvé, des motivations différentes et souvent contradictoires : ce n'est évidemment pas pour les mêmes raisons que les communistes français ou nos camarades du Ceres ont voté comme MM. Lecanuet, Debré ou Poniatowski. Ce n'est pas davantage en obéissant à des préoccupations identiques que la quasi-totalité du groupe socialiste européen et les communistes italiens ont exprimé le même suffrage que les conservateurs britanniques.

La procédure de Strasbourg, fort différente de celle du Palais-Bourbon, veut que l'on ne se prononce pas par un vote d'ensemble sur les dépenses et les recettes mais sur une résolution élaborée par le rapporteur de la Commission du budget. En l'occurrence, cette résolution concluait au rejet du budget à partir d'une série de considérants dont l'un au moins mettait l'accent sur le fait que le Conseil des ministres des Neuf n'avait pas retenu les amendements que le rapporteur avait fait voter en première lecture et qui introduisaient des modifications dans la politique agricole commune. Le seul moyen de rejeter le budget était donc de voter pour la résolution Dankert même si l'on était en désaccord avec une partie de son contenu.

## *Ambiguïté dans les votes*

C'est la raison pour laquelle les socialistes français se sont séparés au moment du vote. Quatre d'entre eux, Didier Motchane, Georges Sarre, Gisèle Charzat et Gérard Jaquet ont voté contre la résolution Dankert en considérant qu'ils ne pouvaient retenir ses motivations pour rejeter le budget. Seize autres, avec Claude Estier, Edith Cresson, Pierre Mauroy, Gilles Martinet, etc., ont voté pour en estimant qu'il n'y avait pas d'autres moyens de repousser un budget jugé par tous inacceptable.

S'il y a, de part et d'autre, ambiguïté dans les votes, il n'y en a aucune sur la position des socialistes français à Strasbourg. Sans exclure la possibilité d'une révision des orientations de la politique agricole commune qui absorbe actuellement plus des deux tiers des dépenses de la Communauté, ils ont dit et répété qu'on ne saurait la mettre en cause par le biais d'un amendement budgétaire et sans un débat préalable, au fond. C'est pourquoi ils s'étaient séparés du groupe socialiste européen lors de la première lecture en novembre.

Mais au cours de cette première lecture le Parlement avait voté, au chapitre des dépenses dites « non obligatoires », des crédits importants pour engager de nouvelles politiques communautaires dans des secteurs essentiels, jusqu'ici négligés, tels que l'emploi, l'aide régionale, la politique industrielle, la recherche, etc. Ainsi que le P.s. l'avait souligné lors de la campagne électorale du printemps dernier, c'est dans ces secteurs que l'on peut et que l'on doit relancer la dynamique communautaire européenne.

Or, les ministres des Neuf ont dit non aux crédits votés par les parlementaires et renvoyé à ceux-ci un budget qui n'ouvrait aucune perspective nouvelle pour 1980. Un budget donc que les socialistes, français et européens, avaient été unanimes, la semaine précédente à Bruxelles, à déclarer inacceptable en l'état actuel. Le vote différent du jeudi 13 décembre s'explique donc bien davantage par un désacord sur la procédure que sur le fond. On ne saurait donc en conclure que les socialistes, qui ont rejeté le budget, ont cédé à une quelconque pression et, encore moins, que l'appartenance des socialistes français au groupe socialiste européen comporterait plus d'inconvénients que d'avantages. Lionel Jospin a publié lundi un communiqué soulignant que telle n'est pas la position du Parti.

La force du groupe socialiste européen est précisément d'admettre en son sein la liberté d'expression et de vote. Les socialistes français, tout comme d'autres, en ont usé à plusieurs reprises ces derniers mois. Ils continueront à le faire chaque fois que cela leur semblera nécessaire pour défendre les positions du Parti. ●

***"L'Unité" ne paraîtra pas le vendredi 28 décembre.***

***Le prochain numéro sera daté du 4 janvier.***

# Une police mal dans sa peau

*"Bavure à Orléans, procès de policiers violeurs, procès de policiers gangsters... la "meilleure police du monde" est malade de ne pas savoir se soigner"*

PAR JEAN-LOUP REVERIER

COMME chaque année à pareille époque, la violence a refait son apparition à la Une des journaux. Le meurtre de deux jeunes policiers, rue Monge, dans la nuit du 6 au 7 décembre, celui de deux convoyeurs de fonds, le 5 décembre en fin d'après-midi, à Levallois-Perret, celui de la jeune gérante d'un supermarché de Gagny, le 7 décembre, ont provoqué en quarante-huit heures émotion et inquiétude. Les syndicats de policiers, celui des convoyeurs de fonds, la presse et de nombreux hommes politiques s'en sont faits l'écho.

Pour tenter d'enrayer l'action fébrile des voyous en cette période où l'argent circule à flot, le ministère de l'Intérieur a mis au point le 7 décembre un plan anti-agressions et anti-hold-up. Des moyens plus importants ont été accordés aux brigades anti-gang, à la pointe de la lutte contre le grand banditisme ; et les Parisiens peuvent voir de nombreux C.r.s., acheminés en catastrophe vers la capitale, déambuler dans leurs quartiers.




## *Lourdes pertes*

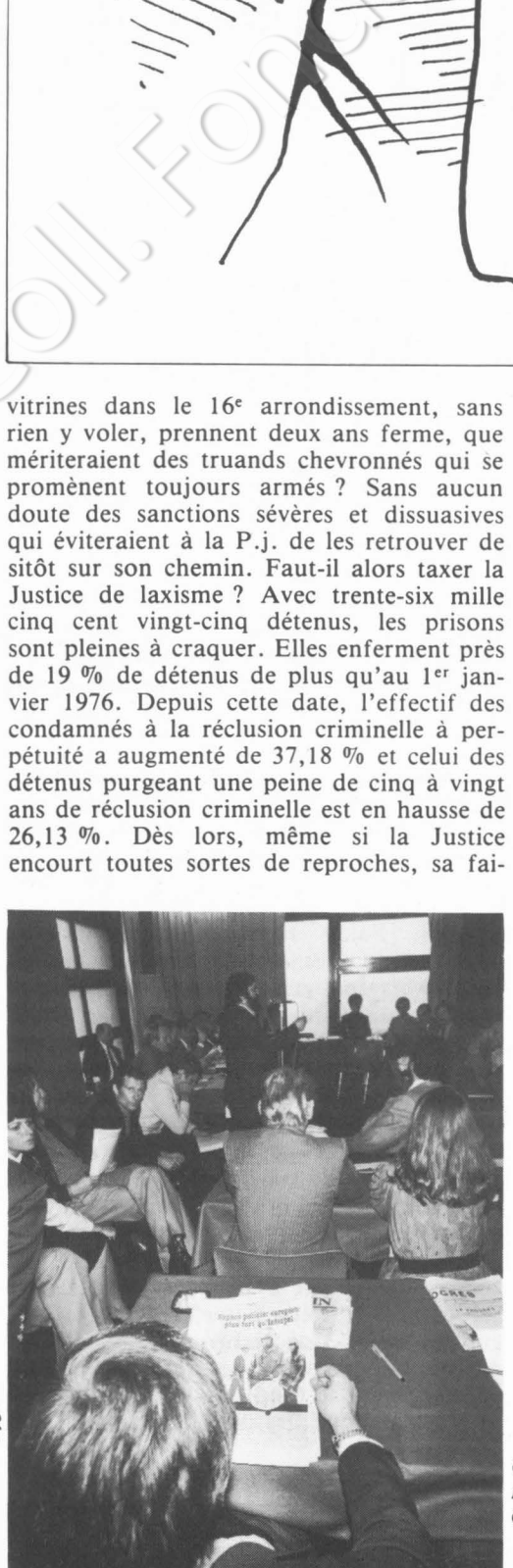
La Fédération autonome des syndicats de police (la F.a.s.p. regroupe 75 % des policiers en tenue) semble cependant sceptique sur l'efficacité de ces mesures ponctuelles. Elle préconise par exemple, mais en vain depuis des années, le retour à l'ilôtage. Cette vieille méthode permet au policier en charge d'une rue ou d'un quartier de connaître à fond son secteur, d'y travailler en bonne intelligence avec la population, d'y déceler très vite anomalies et faits suspects et d'avoir ainsi une présence sur le terrain permanente et dissuasive. « En fait, estime Henry Buch (secrétaire général de la F.a.s.p.), la police manque de moyens techniques modernes pour faire face à ses missions. Un manque qu'elle tente de masquer par la multiplication des spécialisations, les créations d'unités mobiles ou de brigades anti-quelque chose, lesquelles finalement engendrent une situation anarchique et fort dangereuse pour les citoyens et le personnel engagé. »

Hostiles à la réforme mise en œuvre en 1977, les gardiens, les inspecteurs et même des commissaires estiment que les parlementaires devraient repenser l'organisation, l'utilisation, les missions et les moyens de la police. Selon la formule de Buch, « une police moderne et démocratique au service de tous s'impose davantage ».

Pour être nécessaire cela ne saurait malheureusement suffire à résoudre le problème de la violence et du banditisme. Les policiers ne l'ignorent pas, qui ont compté dans leurs rangs cent cinquante tués et cinq mille cinq cent quarante-trois blessés en service de janvier 1973 à décembre 1978. Un bilan qui n'inclut pas les lourdes pertes de la gendarmerie.

D'autres mesures pourraient contribuer à lutter contre le banditisme et ses conséquences meurtrières. Les policiers sont unanimes à déplorer et dénoncer la facilité déconcertante avec laquelle chacun peut, pour un prix modique, se procurer une arme à feu. Les calibres de tout poil, fusils à canon sciés, armes automatiques et 22 long rifle font désormais couramment partie de la panoplie des truands, y compris les plus jeunes. Inexpérimentés, vite affolés, ceux-ci n'hésitent pas à tirer. Parfois sans même avoir été menacés.

On peut se demander de quelles protections ou complicités bénéficient ceux qui parrainent et organisent le commerce d'armes à feu trop souvent destinées à servir. Voici quelques années, le Justice avait pris conscience de la gravité du phénomène. Elle sanctionnait plus sévèrement les individus coupables de port illégal d'armes. Quand de jeunes révoltés qui ont cassé des vitrines dans le 16e arrondissement, sans rien y voler, prennent deux ans ferme, que mériteraient des truands chevronnés qui se promènent toujours armés ? Sans aucun doute des sanctions sévères et dissuasives qui éviteraient à la P.j. de les retrouver de sitôt sur son chemin. Faut-il alors taxer la Justice de laxisme ? Avec trente-six mille cinq cent vingt-cinq détenus, les prisons sont pleines à craquer. Elles enferment près de 19 % de détenus de plus qu'au 1er janvier 1976. Depuis cette date, l'effectif des condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité a augmenté de 37,18 % et celui des détenus purgeant une peine de cinq à vingt ans de réclusion criminelle est en hausse de 26,13 %. Dès lors, même si la Justice encourt toutes sortes de reproches, sa faiblesse et son indulgence ne semblent pas en cause. En revanche, les condamnations qu'elle prononce paraissent parfois mal adaptées aux cas qui lui sont soumis. Quand elles ne sont pas, en matière de flagrants délits ou de procès politiques notamment, de véritables dénis de justice.



Sygma

*Congrès du Syndicat national autonome des policiers en civil.*

Entachée de violence, y compris contre les policiers, l'année qui s'achève aura également été marquée par des excès de la part des hommes dont la mission est de faire respecter la loi. Violences policières contre les sidérurgistes comme à l'occasion d'autres conflits du travail mais bien plus encore bavures qui ternissent l'image du corps tout entier.

Toute la lumière devrait être faite pour lever le doute qui plane sur les conditions réelles dans lesquelles Mesrine a été abattu. La plainte contre X de la mère et la fille du truand pour assassinat, avec constitution de partie civile, celle de sa compagne Sylvie Jeanjacquot, atteinte de quatre balles par des tireurs d'élite placés à moins de trois mètres alors qu'elle n'avait pas d'arme, vont-elles aboutir ? Le Parquet ne semble pas pressé de confier ces plaintes à un juge d'instruction. Pourtant, un procès permettrait aux policiers de se laver du soupçon. Eux qui affirment avoir agi en légitime défense ne devraient avoir aucune peine à prouver leur bonne foi en produisant le film réalisé par l'un des leurs — « Paris-Match » en a obtenu quelques photos en « exclusivité » — à l'occasion de la spectaculaire opération montée contre Mesrine, le 2 novembre, à la porte de Clignancourt.

Encore le cas Mesrine est-il un peu particulier, ce dernier n'ayant pas dissimulé ses intentions de ne pas se laisser arrêter. En revanche, la bavure d'Orléans, où, suite à une erreur d'ordinateur, un policier a tiré à bout portant sur un jeune automobiliste parfaitement en règle, ne bénéficie d'aucune circonstance atténuante. Les policiers qui sortent leur arme et tirent ou blessent « accidentellement » l'individu qu'ils poursuivaient, le coup qui part tout seul lors d'une chute « malencontreuse » sont des arguments trop fréquents et irrecevables. La Justice ne les admettrait pas s'il s'agissait d'un voyou ayant tiré sur ses poursuivants. Pourquoi deux poids deux mesures ?

Cette année nous a également appris qu'un flic court moins de risques à descendre un délinquant qu'à violer une femme pendant le service. Ce qui, hélas, arrive. Cette relativité dans l'appréciation du degré de gravité des bavures vaut d'être relevée. Ces bavures, dont les commissaires se sont émus lors de leur congrès d'octobre dernier, ont également été évoquées par la délégation de la F.a.s.p. reçue, le 30 novembre, à l'Elysée, par Michel Mosser, directeur de cabinet du président de la République. Buch a écrit à ce sujet dans l'organe de sa fédération : « Souvent citée au hit parade de la violence, la « meilleure police du monde » se sent mal à l'aise dans sa peau. Bavure à Orléans, procès de policiers violeurs, procès de policiers gansters, procès, procès, condamnations... La police nationale est malade de ne pas savoir se soigner. Le moment est venu de jouer cartes sur table. »

Certes, des sanctions administratives sont parfois prises. Des commissaires parisiens

corrompus viennent d'être sanctionnés, des blâmes et mutations dans l'intérêt du service interviennent chaque année. Mais ces mesures, généralement ignorées du grand public, restent à la discrétion de l'Administration. Des protections peuvent exister pour certains policiers indélicats ; dans d'autres cas, des « patrons » manifestent un autoritarisme excessif et prennent pour argent comptant la moindre plainte d'un citoyen envers un gardien, même si ce dernier est dans son droit.

Tout cela ne contribue pas à amélorer le climat ni les relations internes dans la « Grande Maison ». Le récent congrès extraordinaire du Syndicat national autonome des policiers en civil vient de fournir une illustration supplémentaire éclatante du malaise qui y règne.

Outre la violence des voyous et celle des policiers, les attentats et le terrorisme politiques sont loin d'avoir disparu. Bretagne, Corse, Pays Basque continuent d'être agités de soubresauts que la répression de la Cour de sûreté de l'Etat se révèle bien incapable d'endiguer. Le Pouvoir semble pourtant incapable d'imaginer d'autres réponses aux problèmes et revendications de ces peuples.

Le meurtre de Pierre Goldman se rattache, lui aussi, à la violence politique. Mais il est tout autant marqué par la haine. Revendiqué, comme l'attentat commis devant le domicile d'un responsable du service d'ordre de la C.g.t., par une soi-disant organisation « Honneur de la police », cet acte criminel sera-t-il jamais puni ? Le piétinement des enquêtes sur les meurtres de Laïd Sebaï, Henri Curiel et François Duprat n'incite pas à l'optimisme.

## *Défendre le droit d'asile*

Le peu d'empressement à aboutir dans ces affaires « délicates » contraste avec la volonté affichée et les progrès accomplis dans un domaine qui n'est pas moins politique : la mise en œuvre de l'Europe de la répression. En 1975, la France avait lancé à Strasbourg, en la personne de Jean Lecanuet (alors ministre de la Justice), l'idée d'une coopération antiterroriste. Les Brigades rouges italiennes et la Bande à Baader allemande faisaient alors couler beaucoup d'encre... et de sang. Deux ans plus tard, Valéry Giscard d'Estaing préconise, à Bruxelles, la mise en place à l'échelon communautaire d'un « espace judiciaire européen ». Les disparités de droit entre les Neuf ont freiné sa réalisation pratique. Cela n'a d'ailleurs pas empêché les extraditions de Klaus Croissant, Francesco Piperno et Lanfranco Pace, tous trois réclamés à la France par leurs pays respectifs.

Le droit d'asile politique, inscrit dans la Constitution et qui a longtemps contribué à la renommée de la France, avait dès lors paru réduit à la peau de chagrin, au moins envers nos partenaires européens. Etait-ce encore insuffisant ? Toujours est-il que les neuf chefs d'Etat et de gouvernement européens ont signé, le 4 décembre à Dublin, une Convention contre le terrorisme. En application de ce traité, pratiquement tous les crimes et délits politiques peuvent se voir dénier leur nature politique. Si le Parlement, pour l'instant en majorité hostile à cet abandon de souveraineté, ratifiait la convention de Dublin, le droit d'asile aurait vécu.

Tandis que se déroulent ces manœuvres politico-diplomatiques, l'Europe policière n'est déjà plus tout à fait une fiction. Les policiers français ne dissimulent pourtant pas leurs réticences à ce sujet. Le 17 octobre dernier, s'adressant à ses collègues allemands réunis en congrès, Buch leur déclarait : « La supranationalité de la police peut, demain, devenir très vite un instrument, une machine infernale, destinée à broyer les libertés individuelles, à remettre en cause la libre circulation des personnes et à gommer le droit d'asile pour délits politiques. » Ces propos courageux, les policiers français sont à peu près les seuls à les tenir au sein de l'Union internationale des syndicats de police (U.i.s.p.). Ils comptent les répéter, le printemps prochain, à l'occasion du congrès de l'U.i.s.p. à Brighton. Sans trop d'illusions...

L'engagement de policiers syndicalistes contre les bavures, leur attachement à la démocratie et leur dénonciation des abus du Pouvoir dans l'utilisation des forces de l'ordre peuvent rassurer. Ils montrent que les premiers concernés n'ont pas l'attitude optimiste révélée par le sondage du « Point » sur les Français face à leur police. Un sondage qui semble indiquer que la violence et la campagne sur l'insécurité ont fait des dégâts. La peur rend les Français très indulgents envers leur police. Ils sont prêts à « glisser » sur ses excès. Comme si la sécurité et les libertés avaient quelque chose d'antinomique. Curieuse conception... ●

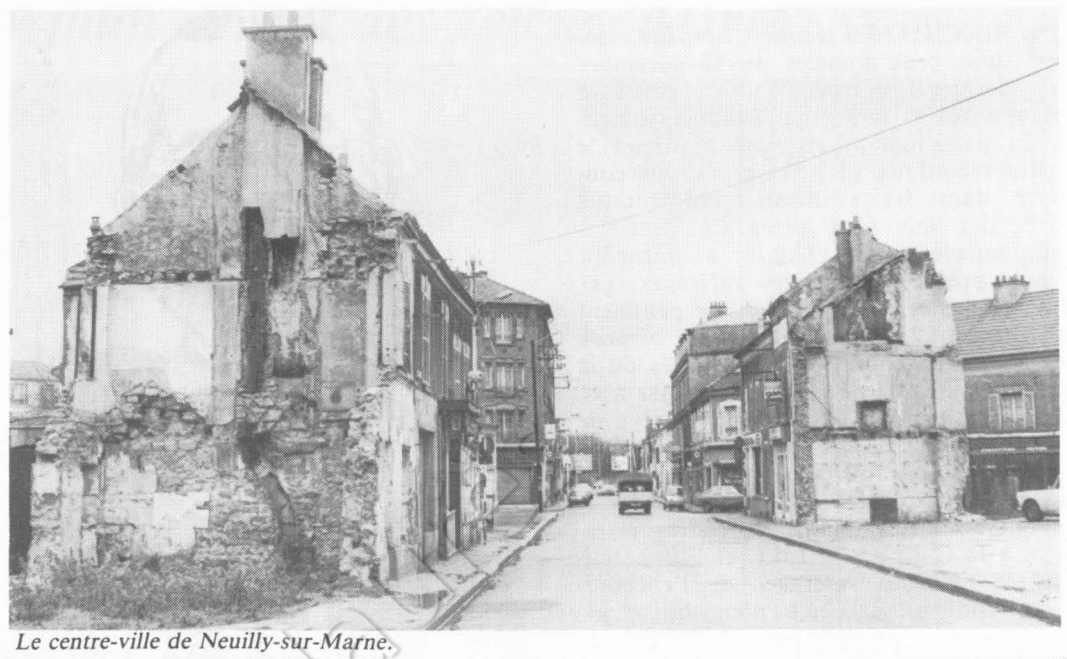
# Le Neuilly du pauvre

***Parce qu'une société, la S.e.m.e.a.s.o., sombre pour cause de déficit, Neuilly-sur-Marne, la ville déjà la plus endettée de France, risque la faillite***

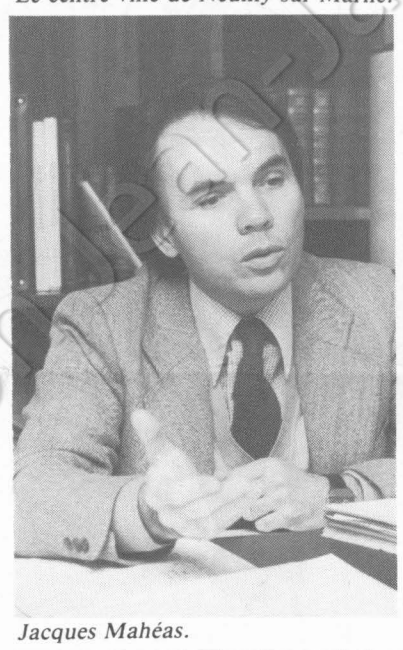
PAR EMMANUELE PLAS

NOUS nous attendions au pire mais la réalité a dépassé tout ce que nous pouvions imaginer, constate Jacques Mahéas, maire (P.s.) de Neuilly-sur-Marne. Arrivé à la mairie en mars 1977, à la tête d'une liste d'union de la gauche, Jacques Mahéas s'est très vite rendu compte que la ville dont il était devenu le premier magistrat était vraisemblablement la plus endettée de France : cinq mille francs par habitant. Créteil, avec son endettement de trois mille cent cinquante francs par habitant, faisait à côté figure de parent riche. Un endettement qui avait obligé les Nocéens à payer, en 1976, plus d'impôts locaux que les habitants des autres villes du département.

Comment en était-on arrivé là ? Jusqu'en 1965 Neuilly-sur-Marne avait eu un maire communiste, puis pendant douze ans la droite avait dirigé la mairie : de 1965 à 1975, Me Raymond Chassagne, notaire (une des plus grosses études de France), avait présidé le conseil municipal. Dans le même temps la population de Neuilly-sur-Marne passait de quinze mille à près de trente mille habitants. Récemment la ville vient de passer dans le groupe des villes de plus de trente mille habitants. C'est en 1961 que tout a commencé lorsque la municipalité communiste de l'époque, envisageant un programme de deux mille sept cent trente-trois logements au lieu-dit Stade Fauvette (trente-huit hectares), confia la totale responsabilité de l'opération à la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement de Seine-et-Oise... qui avait notamment opéré à Sarcelles. Un mauvais choix, sans doute. Mais confirmé en 1965 par Me Chassagne qui confia à la S.e.m.e.a.s.o. la rénovation du centre-ville : quinze ans après, en dehors de deux groupes d'immeubles neufs, ce centre-ville a des allures de cité ayant subi des dommages de guerre.



*Le centre-ville de Neuilly-sur-Marne.*



*Jacques Mahéas.*



*Stade Fauvette.*

## *Une ville sinistrée*

En 1973, c'était au tour de la zone industrielle (83 hectares) de tomber dans l'escarcelle de la S.e.m.e.a.s.o. La commune, dont le territoire s'étend sur 695 hectares — près de la moitié étant occupée par les hôpitaux psychiatriques de Ville-Evrard et de Maison-Blanche — n'avait plus ainsi la maîtrise que d'un tiers de sa superficie. Sans que pour autant un élu de Neuilly-sur-Marne fasse partie du conseil d'administration de la S.e.m.e.a.s.o. Ajoutons que la municipalité dut construire tous les équipements du Stade Fauvette et aménager la zone industrielle alors que des terrains restaient encore à vendre.

Mais le pire est survenu le 22 octobre dernier lorsque les actionnaires de la S.e.m.e.a.s.o. décidèrent de procéder à une liquidation à l'amiable de la société. En effet un rapport, daté du 20 septembre 1979, de l'Inspection générale de l'administration et de l'Inspection générale de l'environnement estimait que « sa situation est telle qu'une mise en état de cessation de paiements peut intervenir incessamment ». Ainsi tombait la plus importante des sociétés d'équipement d'Ile-de-France. Pour cause de déficit.

Parmi les opérations déficitaires de la S.e.m.e.a.s.o., les quatre opérations de Neuilly-sur-Marne : Stade Fauvette (trente millions de déficit prévisible) ; zone industrielle (28,2 millions) ; centre-ville (deux cent soixante-dix mille francs) ; chauffage urbain (1,4 million). Jacques Mahéas constate : « Après la mise en liquidation de la S.e.m.e.a.s.o. je déclare la ville de Neuilly-sur-Marne sinistrée. »

Il accuse : « La société a manqué de rigueur dans la conduite des opérations : sur cinquante-trois opérations faites par la S.e.m.e.a.s.o., treize sont déficitaires. La préfecture a approuvé la municipalité qui se portait seule garante de trente millions d'emprunts de la S.e.m.e.a.s.o. dont certains à 13,8 %. Pour un prêt global de quarante millions, les frais financiers se sont montés à 55,4 millions. La préfecture a également approuvé un endettement excessif de notre commune pour construire au Stade Fauvette des établissements scolaires ou sportifs : la patinoire olympique a été construire sans aucune subvention. Pierre Ceccaldi-Pavard, assureur puis promoteur, sénateur-maire de Dourdan, champion de la majorité dans son département et qui est le seul actionnaire privé de la S.e.m.e.a.s.o., s'est fait réélire p.-d.g. de la société alors qu'il avait été battu aux élections cantonales de 1979. Le préfet des Yvelines, commissaire du gouvernement, là encore n'a pas trouvé cela anormal. »

La liquidation judiciaire de la S.e.m.e.a.s.o. sera-t-elle prononcée ? Si oui, les Nocéens devraient immédiatement rembourser les trente millions que les précédentes municipalités ont — seules — garantis. D'ores et déjà les élus refusent. Parce que les opérations ne sont pas terminées, parce qu'ils ne peuvent pas racheter les huit hectares de la zone industrielle qui restent à vendre, parce que les malfaçons sont imporantes, parce qu'ils ne veulent pas prendre en totalité le déficit de l'opération du centre-ville. Parce que, en un mot, ils ne veulent pas mettre leur ville en faillite.




*Pascal Lebrun*

Ils demandent une vérification des comptes de la S.e.m.e.a.s.o. par l'Inspection générale de l'administration et l'Inspection générale des finances.

« La liquidation doit se faire à l'amiable et l'Etat doit prendre en compte le déficit », dit Jacques Mahéas. C'est dans ce sens qu'il est intervenu avec Marcel Debarge, sénateur-maire du Pré-Saint-Gervais et secrétaire national du P.s. aux Collectivités locales, auprès de Michel d'Ornano.

Quoiqu'il en soit les Nocéens en colère sont prêts à agir pour que leur ville ne soit pas mise en faillite. ●

# Bilan social: l'éternel retour

## *Le Pouvoir oublie que lorsque l'on presse trop le citron, cela finit toujours par une révolte*

PAR MICHELE KESPI

PRINCIPALES leçons à tirer des élections prud'homales du 12 décembre dernier : les travailleurs français sont très attachés à leurs organisations syndicales (la participation au vote a atteint le chiffre record de 63,2 %) et ils ont confiance dans les syndicats représentatifs (95 % des voix sont allées aux centrales traditionnelles). La C.g.t. a recueilli, comme prévu, 42,4 % des suffrages. Les plus optimistes, à la C.f.d.t., ne pensaient pas atteindre 23,1 %. F.o. a été si surprise de son score de 17,4 % (les salariés de la fonction publique ne participaient pas à ce scrutin) qu'elle n'avait même pas prévu de conférence de presse le soir des élections ! La C.g.c. se retrouve avec un petit 5,1 % : les cadres ont préféré voter pour les centrales ouvrières, les unions de cadres rattachées à la C.g.t., la C.f.d.t. et F.o. totalisent 38,7 % des suffrages de l'encadrement, tandis que la C.g.c. n'en obtient que 35,9 %. Des résultats fort satisfaisants qui — du moins les syndicats l'espèrent — risquent de peser lourd dans la conduite des négociations futures.

### *Maigre bilan*

« Les travailleurs français sont très peu syndiqués. Mais à chaque fois qu'il se présente une occasion historique de marquer leur attachement au syndicalisme, ils la saisissent. Ils l'ont montré en Mai-68. Ils viennent d'en refaire la démonstration lors des élections prud'homales. On aurait tort d'assimiler le faible taux de syndicalisation français à une faiblesse syndicale. » Ce jugement, Jacques Delors l'a porté en présentant, en début de semaine, le bilan réalisé, par Echange et projets, de six cents jours « d'ouverture sociale », depuis les législatives de mars 1978. Au moment même où se tenait à Paris l'assemblée générale du C.n.p.f., ce bilan ne manque pas d'intérêt. Au moment même où les cinq cent trente-cinq chefs d'entreprise réunis à cette occasion ont, une fois de plus, prôné les bienfaits d'une politique néo-libérale, et tenté de définir une nouvelle idéologie qui, selon le mot de Delors, « est celle de l'éternel retour », où sont donc les bienfaits de l'ouverture sociale ?

Le bilan de la négociation est maigre. Pour une amélioration de l'indemnisation du chômage qui a donné satisfaction à tous les syndicats (ils ont, comme un seul homme, signé l'accord), pour quelques contrats intéressants signés dans certaines branches et dans la métallurgie en particulier, combien de pans entiers de la vie sociale sont laissés à l'abandon ?



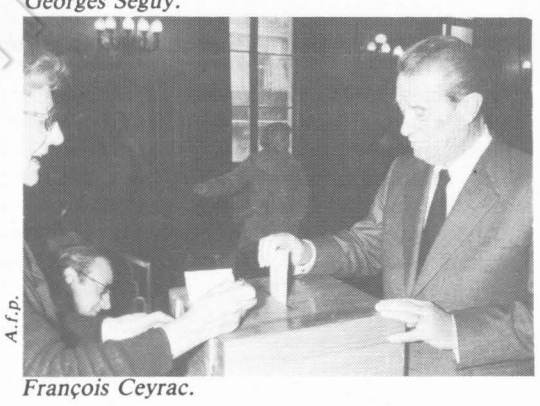
*André Bergeron, en Monsieur Prud'homme.*



*Edmond Maire.*



*Georges Séguy.*



A.f.p.

*François Ceyrac.*

### *Culte archaïque de la nouveauté*

Un exemple parmi d'autres, la réforme de la loi de 1950 sur la négociation collective, adoptée en 1971, ne répond plus aux exigences de l'heure : dans les entreprises employant plus de cinq cents personnes, 20 % des salariés ne sont couverts par aucune convention collective. Et au niveau national, on trouve trois millions de salariés dans le même cas. Un million de salariés sont, cette année, sous contrat à durée déterminée, et deux millions de travailleurs sont menacés de chômage. La politique contractuelle n'est plus qu'une expression vide de sens : après une période, entre 1974 et 1976, où l'on a lâché quelques bricoles pour essayer de diviser le mouvement syndical, on s'applique, depuis, à resserrer les boulons. « C'est le culte archaïque de la nouveauté. Nous assistons à la poursuite d'un progrès social à l'envers qui se déroule implacablement sous nos yeux », estime Delors. Cynisme et myopie dominent au gouvernement. « On ne relance la négociation que quand les sondages deviennent moins bons. » « Nous avons affaire, dit-on à Echange et projets, à un patronat versaillais, trop heureux de la divine sur-

# Ni passifs, ni résignés

## *Le 12 décembre vaut plus que dix sondages*

PAR JEAN POPEREN

AUX élections prudhomales du 12 décembre 1979, le pourcentage des suffrages exprimés pour l'ensemble des salariés est de 61,1 % ; pour les ouvriers et employés, il est de 60,9 %, les cadres ayant un peu plus voté. Mais pour les seuls ouvriers de l'industrie, il est de 69,2 %.

Deux corrections au moins s'imposent. D'une part, pour des raisons purement matérielles, techniques, et parce que cette consultation était la première du genre, des erreurs et des retards dans l'établissement des listes et la délivrance des cartes d'électeurs ont privé de la possibilté de voter un certain nombre de travailleurs qui en avaient l'intention. Mais surtout, dans de nombreuses petites entreprises, là où la syndicalisation est faible, les patrons n'ont pas su ou voulu accomplir les formalités nécessaires ; et les salariés, de leur côté, n'ont pas été en mesure de créer les conditions de leur participation au vote. Il est significatif, à ce sujet, que le pourcentage des suffrages exprimés soit sensiblement plus faible parmi les employés du commerce : 53,9 %.

Il faut donc considérer qu'il y a un « manque à gagner » de plusieurs points. Dans l'état actuel de notre information, il n'est pas possible de chiffrer avec précision ce « manque à gagner » ; des études ultérieures le permettront sans doute. Mais, dès maintenant, il est raisonnable d'avancer que, rapporté à des conditions normales de vote pour l'ensemble du corps électoral concerné, le pourcentage des suffrages exprimés se situe entre 65 et 70 % chez les ouvriers et employés considérés globalement, et aux environs de 75% pour les seuls ouvriers de l'industrie. Pour une première expérience, c'est un bon, c'est même un très bon résultat.

Du point de vue de la pratique électorale, ce résultat devrait être un encouragement à étendre aux grandes consultations politiques le système de vote en semaine, et mon intention est de faire prochainement une proposition en ce sens.

Mais il est une autre consultation, tout aussi importante que la première, et qui va dans le même sens : les salariés ont voté quasi unanimement pour les grandes organisations de travailleurs. Ils ont marqué leur confiance à ceux qui, par-delà leurs divergences tactiques et la diversité de leurs approches philosophiques, ont souci de défendre et de faire progresser, quotidiennement dans l'entreprise, les intérêts du monde du travail.

Les commentateurs inspirés qui dissertaient depuis des mois sur la « perte d'influence » des syndicats, le « discrédit » des grandes centrales et la « morne résignation » des travailleurs, qui guettaient, avec une espérance gourmande, un échec des grandes centrales ouvrières, se frottent encore les yeux : il n'entrait évidemment dans les calculs ni du C.n.p.f. ni de l'Elysée que les travailleurs voteraient massivement et qu'ils voteraient massivement pour leurs syndicats de classe. Le désastre des « syndicats maison » est sans appel : après que les salariés les aient rejetés d'un seul geste, il faut espérer que nul ne prétendra plus officialiser ces groupuscules, actionnés par certains cercles patronaux et leurs complices politiciens de droite.

Mais la leçon de l'événement porte plus loin : le vote du 12 décembre donne la juste mesure de l'immense opération psychologique engagée pour démoraliser les travailleurs et répandre le « microbe du désarroi ».

Ce que le vote massif du 12 décembre exprime, et qu'on ressentait tout au long de l'automne, au travers des durs affrontements en des secteurs clefs de l'action revendicative, c'est que les travailleurs ne sont ni passifs ni résignés, et cela malgré la formidable pression du chômage qui les oblige à mesurer au plus près les risques.

Mais, déjà, les directeurs de l'action psychologique de l'Elysée et du C.n.p.f. brodent sur un autre thème (1) : les salariés seraient en train de reporter sur les syndicats une confiance qu'ils retireraient à la gauche politique. Comme si le combat de classe se découpait en rondelles !

Sans doute ne faut-il jamais mélanger le syndical et le politique : mais, concernant les travailleurs salariés, il serait tout aussi absurde de sous-estimer leur interdépendance étroite. Il n'y a pas d'exemple que l'influence syndicale progresse quand la gauche politique régresse, et d'ailleurs il n'y aurait aucune logique à ce qu'il en fût ainsi.

La classe ouvrière n'est pas prête à « baisser les bras ». Et s'il est vrai qu'elle mesure les difficultés de faire triompher une solution politique, on peut penser qu'elle aura en elle la force de l'imposer contre les tactiques de division et les campagnes de démoralisation. Et, de fait, la combativité dont le vote du 12 décembre porte la marque sera un facteur décisif pour ouvrir une issue aussi sur le plan politique.

Que les chantres du découragement et ceux qui s'embrouillent en des intrigues politiciennes étrangères aux préoccupations des travailleurs y réfléchissent : c'est là, de ce côté, sur ce terrain, que tout se jouera. Le 12 décembre vaut plus que dix sondages. ●

*(1) Ceyrac a dit textuellement, au Club de la presse d'Europe 1, le 16 décembre : « Ce vote est... une réaction contre les consultations politiques. »*

prise, qui profite le plus qu'il peut, et se livre à une offensive néo-libérale comme en 1966... en oubliant qu'il y a eu ensuite 1968. » On a d'ailleurs bien vu, lors de ces dernières assises du C.n.p.f., que rien n'avait changé du côté patronat : on a assité au discours classique, mélange de bonnes intentions, pour ne pas désespérer Billancourt, et de poujadisme patronal pour calmer tous ces patrons qui pensent que leurs malheurs viennent de l'Etat et des syndicats. Le patronat français en est toujours là : la peur étant le commencement de la sagesse, il ne négociera que contraint et forcé. Le gouvernement, lui, ne prend des risques que quand il se sent menacé, le social est toujours considéré comme l'armée du salut de l'économie, quand ce n'est pas l'empêcheur de tourner en rond. Même la régie Renault, qui fut longtemps à la pointe du progrès social, se met à donner le mauvais exemple : elle a annoncé unilatéralement, sans négocier, la possibilité de partir en retraite à 57 ans.

## *Vie politique indéchiffrable*

Et que dire de la stratégie adoptée dans la sidérurgie ! La prime de cinquante mille francs incitant aux départs volontaires a profité, dans l'ensemble, à ceux qui pouvaient se reclasser. Pour ne pas accorder la réduction du temps de travail, pour ne pas céder sur le principe, le gouvernement a préféré dépenser des milliards. Oubliant volontairement que la mise en place d'une cinquième équipe a un coût dix fois inférieur à une série de mises en préretraite. L'avenir ne s'annonce guère plus gai : on sait déjà que l'on va dépenser en 1980 cinquante millions pour l'indemnisation de 70 % de chômeurs, au lieu de créer cinq cent mille emplois d'utilité collective.

« Nous sommes revenus en 1957, conclut Jacques Delors, où la vie politique était devenue indéchiffrable. On prêche l'idéologie de la résignation, et on voudrait répondre au fabuleux défi de notre époque. Ce gouvernement avance masqué parce qu'il a peur de ne pas résister. Il oublie seulement que lorsqu'on presse trop le citron, cela finit toujours par une révolte. Et en France, il y a révolte tous les dix ou quinze ans... » ●


PASSIONNANT

*pour ou contre . . .*
*LA PEINE DE MORT,*
*L'AVORTEMENT . . .*

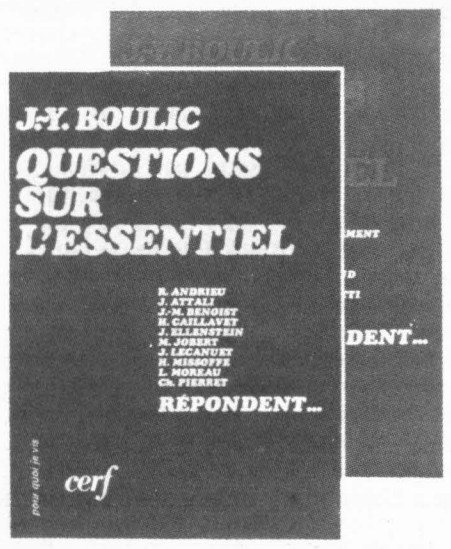
Quand des hommes politiques se prononcent pour ou contre l'avortement, pour ou contre la peine de mort... à quels mobiles profonds répondent-ils ? Qu'est-ce qui les pousse à s'engager pour telles causes, à faire tels choix ? La vie, la souffrance, la mort, l'homme, Dieu ... Qu'est-ce pour eux ?

A ces *«Questions sur l'essentiel»* posées par J.Y. Boulic, journaliste, répondent :

*René Andrieu, Jacques Attali, Jean-Marie Benoist, Henri Caillavet, Jean Ellenstein, Michel Jobert, Jean Lecanuet, Hélène Missoffe, Louise Moreau, Christian Perret.*

*Jacques Barrot, Jean-Pierre Chevènement, Michel Crépeau, Jacques Delors, Michel Durafour, François Mitterrand, Gisèle Moreau, Alexandre Sanguinetti, Monique Pelletier, Bernard Stasi.*

**LEURS RÉPONSES SONT CONTENUES DANS LES 2 VOLUMES DE *«QUESTIONS SUR L'ESSENTIEL»***



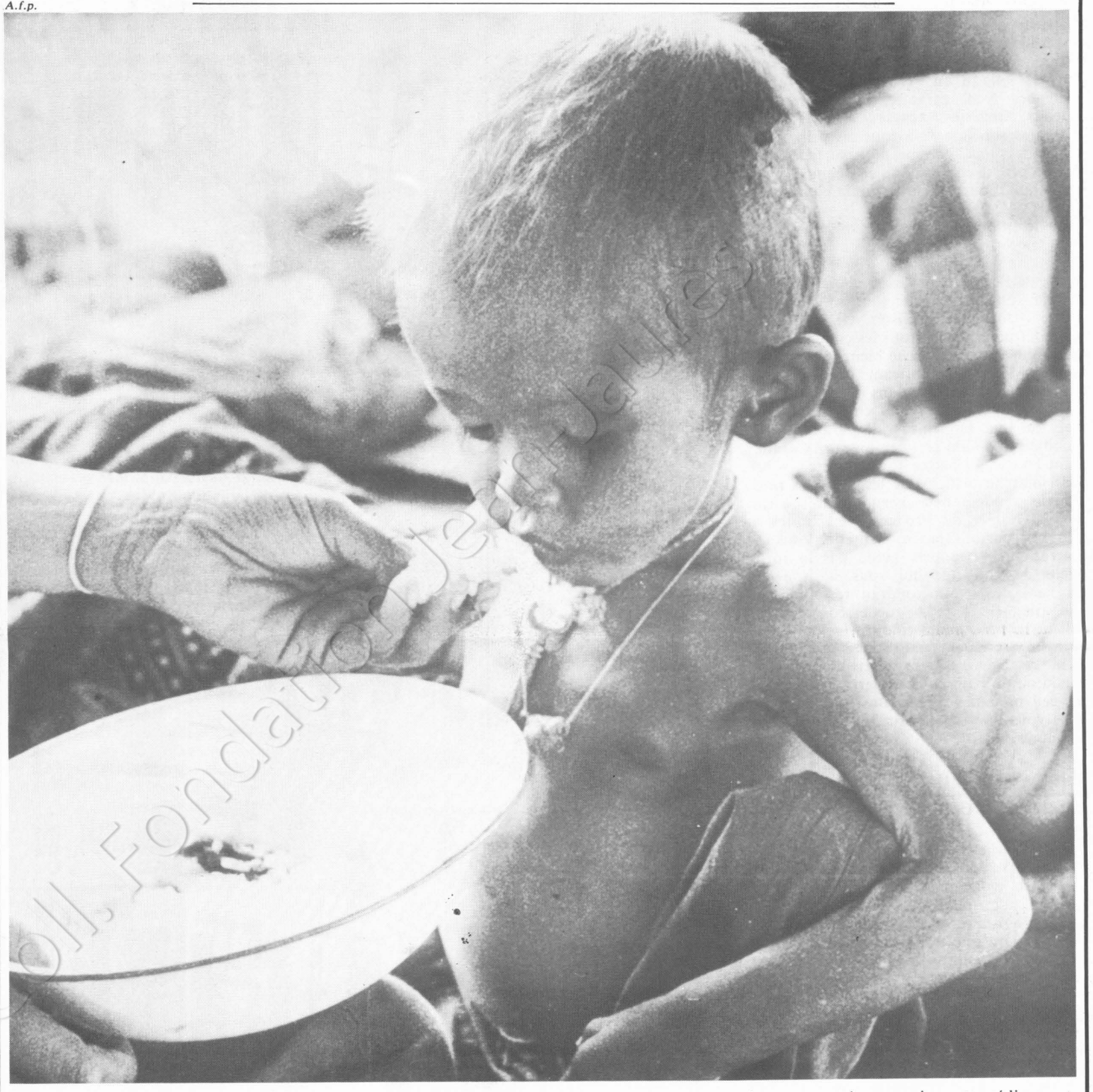

Coll. «Pour quoi je vis» - T.I : 248p.. T.II: 224p.

**CERF**


# Médecins sans frontières accuse

## *Aujourd'hui, au Cambodge, les enfants meurent de faim devant des tonnes de riz*

A.f.p.



AUJOURD'HUI, au Cambodge, par centaines de milliers, hommes et femmes abandonnent la terre où ils sont nés, fuyant la famine organisée, la maladie, la mort. Le corps de santé a été entièrement décimé sous Pol Pot. Mais les centaines de médecins, chirurgiens et infirmières que nous tenons prêts se voient depuis des mois interdire l'entrée de ce pays.

Bloquées entre Phnom Penh et Konpong Speu, les organisations humanitaires effectuent la traditionnelle visite guidée.

A leur retour, certaines d'entre elles témoignent et dénoncent. D'autres, jour après jour, discrètement, vainement, ont tenté d'obtenir du pouvoir en place l'autorisation d'arracher quelques malheureux de plus à la mort. Le Comité international de la Croix-Rouge, après plusieurs mois de lutte incessante, vient d'engager son autorité morale en déclarant publiquement que les secours ne sont pas acheminés.

D'autres, enfin, truqueurs ou naïfs mais en tout cas complices, essaient de faire croire que le Cambodge renaît. Ils vous trompent.

Face à leur mensonge, Médecins sans frontières ne peut plus se taire.

Il n'existe au Cambodge, nous dit-on, que deux solutions : politique et humanitaire.

La solution politique n'interviendra pas avant la mort du dernier Cambodgien.

L'aide humanitaire est un devoir, et chacun jusqu'alors y a contribué. Mais bloquée par l'occupant, stockée, détournée, elle n'est qu'un rideau de fumée qui masque l'inexorable agonie du peuple khmer.

Une troisième solution est donc impérative, et puisqu'elle ne peut venir ni des gouvernements, ni des organisations humanitaires, c'est à nous de l'imposer.

Il faut entrer au Cambodge et convaincre l'occupant vietnamien de ne pas laisser mourir les rescapés du génocide khmer rouge. Et pour cela, nous créons aujourd'hui le mouvement « Cambodge - marche pour la survie ».

Il y a cinq ans, l'opinion publique internationale a fait cesser les bombardements au Vietnam. Aujourd'hui, seule cette opinion publique forcera les Vietnamiens à laisser l'aide humanitaire être distribuée au Cambodge.

Nous demanderons à la Thaïlande de nous permettre de traverser son territoire, et, si ce n'est pas possible, nous prendrons des bateaux pour entrer au Cambodge par la mer, et si nous sommes refoulés, nous viendrons par voie aérienne. Car il faut que tombent les barrières qui nous empêchent de secourir ces êtres en danger de mort.

Aidez-nous à organiser la marche d'hommes venus de tous les horizons, personnalités ou représentants d'associations, décidés à apporter sur ces lieux de tant de souffrance nourriture, soins et médicaments afin que l'aide soit distribuée... pour que survive le peuple cambodgien. ●

BULLETIN D'ADHESION

Je soutiens le mouvement
CAMBODGE -
MARCHE POUR LA SURVIE

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

.....

Code postal.....

S i g n a t u r e

Prière de libeller vos courriers et vos dons au nom de
CAMBODGE - MARCHE POUR LA SURVIE
B.P. 61 Paris 75013

Pour tout renseignement, vous pouvez contacter Médecins sans frontières au 589.95.63.

Coll. Fondation Jaurès

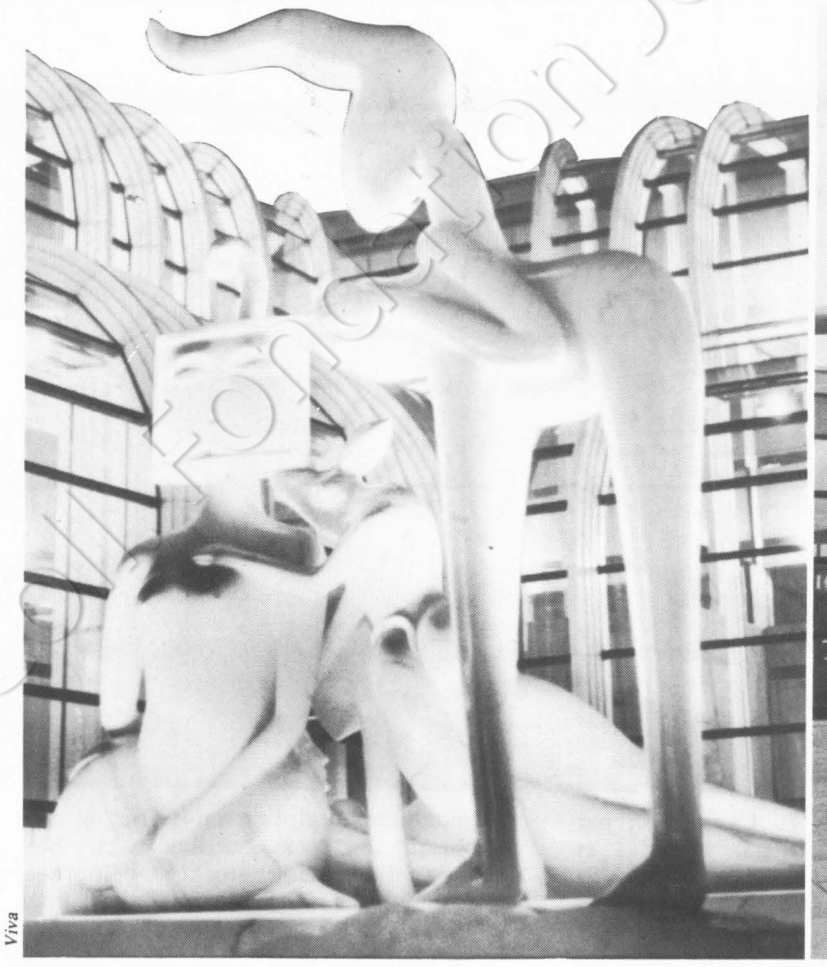
# Halles : le temple du fric

## *Cocotte de demi-luxe, le Forum des Halles prouve avec éclat sa vocation élitaire*

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE



Pascal Lebrun



Viva



Si vous avez peur de la foule, n'allez pas au Forum des Halles. Vous vous perdriez dans cette coulée compacte qui vient lécher les vitrines des deux cents magasins réunis sous terre, à la lumière maigre de la verrière qui plonge en son ventre, jusqu'au troisième niveau. Ambiance Noël garantie, côté foire aux cadeaux, frénésie d'achats : c'est le luxe, du moins son image, à tous les prix, avec des soldes déjà, comme à la surface. Les temps doivent être durs en ce début d'hiver trop doux, pour que la braderie commence avant les fêtes...

Ce temple dédié à la surconsommation ne désemplit guère depuis son ouverture, le 5 septembre. On visite le Forum dans la foulée de Beaubourg, c'est à deux pas. Une fois là, on baguenaude, on s'arrête, on achète : difficile de résister. Ce qui explique pourquoi presque tous les commerçants disent : « Oui, ça marche bien, je suis content. » Même un fabricant de vêtements qui vend directement dans sa boutique : « Le loyer est un peu plus cher qu'ailleurs mais ça vaut la peine. » Il paraît que le grand luxe — au premier niveau, Cardin, Saint-Laurent, Charles Jourdan, etc. — lui aussi marche bien. Mais les lieux les plus courrus vendent peu cher : la Maison du thé, L'Herbier de Provence, les boîtes à bijoux et, surtout, la Croissanterie. Vous ne pouvez pas la louper, guidé par la forte odeur de boulange qui vous saisit à un tournant de ce qui voudrait ressembler à une rue. Et par la queue considérable devant la boutique. A moins de resquiller, vous en avez pour une bonne demi-heure avant de tenir entre vos doigts un croissant chaud ou un pain au chocolat, un peu gras, un peu mou, mais cuit sous vos yeux. Et vous vous interrogerez sur les raisons d'un tel succès...

### *Sans surprise et sans saveur*

Dans ce lieu énorme et froid, un peu monstrueux, vous aurez du mal à percevoir les efforts artistiques des promoteurs. Des fresques, des mosaïques ornent murs et piliers, invisibles dans tout ce clinquant. Pas étonnant que le Forum ne ressemble à rien, que son esthétique n'éveille ni admiration ni rejet : il a été construit pour plaire à tous les goûts. Un zeste de faubourg Saint-Honoré sur un fond de grand magasin et de galerie marchande comme il en pullule en banlieue. Le résultat est sans surprise, sans saveur.

Christian de la Malène, premier adjoint au maire de Paris et président de la Semah (Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles) a présenté le Forum, le jour de son inauguration, comme « une victoire sur l'incrédulité ». C'est vrai : le fascinant trou des Halles est maintenant bouché. Mais le Forum donne le ton de ce que va devenir le quartier, il célèbre d'abord la victoire du fric. Il suffit pour s'en rendre compte de voir la célérité des opérations qui ont permis sa construction alors que le reste piétine. La raison en est simple : les intérêts financiers, eux, savent ce qu'ils veulent et, comme les technocrates qui ont rempli le trou de métro, de R.e.r., d'autoroutes, d'installations techniques diverses, ils l'obtiennent. A la surface, l'irresponsabilité politique prévaut. Rien ne se fait.

Exemple : lorsque Giscard décide que le Centre de commerce international ne sera pas construit, il agit comme un enfant déplaçant une pièce de Lego, sans se préoccuper des entrailles. Il était encore temps, alors, en 1974, de remettre en cause le réseau insensé de routes qui sillonne le fond du trou. Mais le pouvoir politique ne s'est, comme à son habitude, préoccupé que de la surface des choses. Pendant les tergiversations diverses qui ont secoué le Landerneau parisien, alors que les architectes défilaient — pour la petite histoire, savez-vous que le Conseil de Paris a voté rien moins que cinq projets définitifs depuis 1970, sans compter les dizaines d'architectes consultés ? — pendant ce temps, donc, le sous-sol se construisait. Les fondations. Et il est facile de comprendre que les fondations conditionnent absolument l'extérieur.

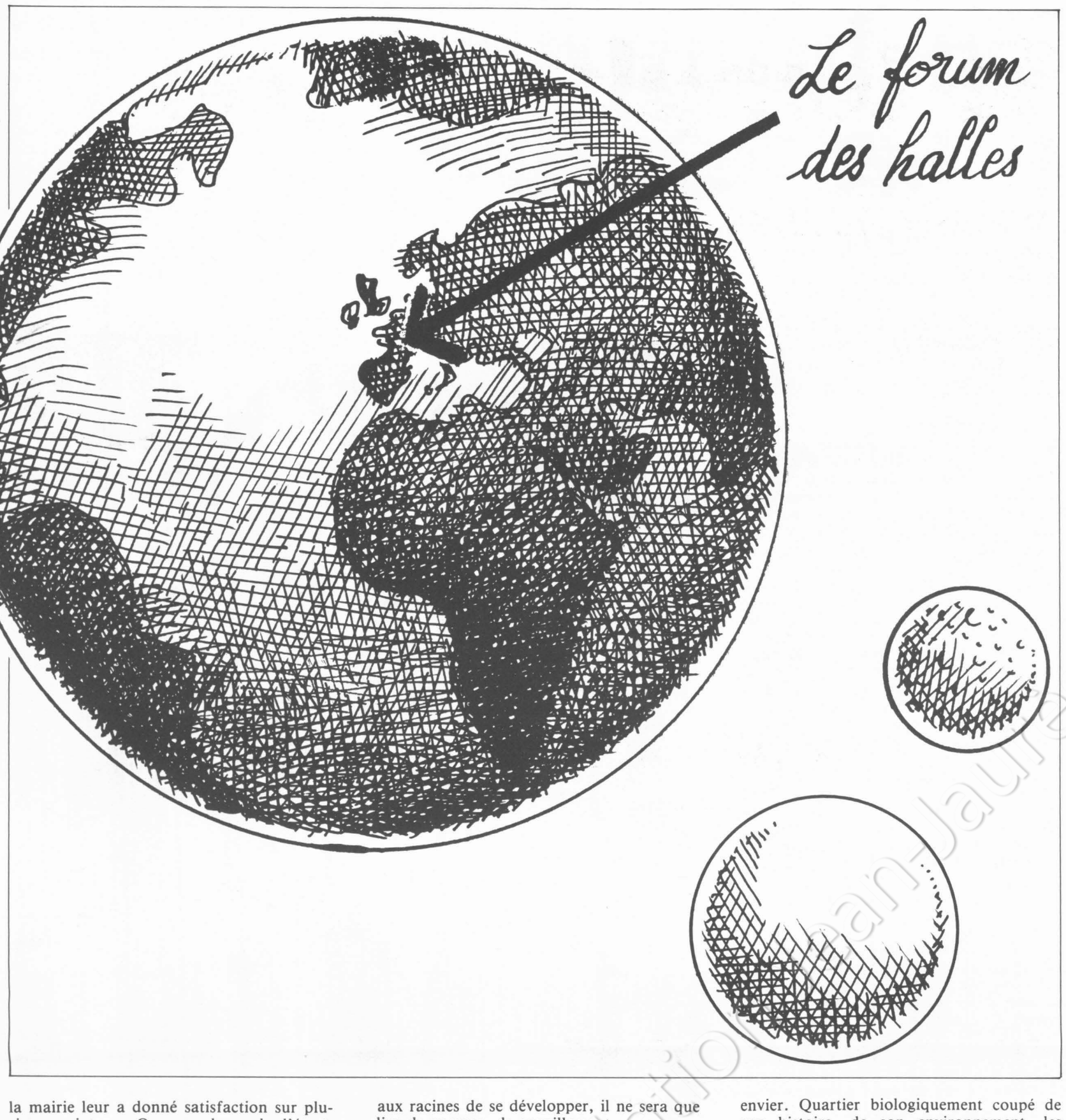
Le véritable architecte en chef des Halles n'aura donc été ni architecte ni politique mais technicien : M. Pilon, chef des services techniques de la Semah. Nous lui devons le « château » qui porte son nom, la fameuse centrale de climatisation. Un blockhaus de 27 mètres de haut et 55 mètres de long, surgi en plein été 1978, dans un Paris désert et engourdi. Il a fallu ensuite prévoir un immeuble pour camoufler cette horreur de béton nu. Ricardo Bofill, le remuant architecte catalan, a vu son projet cent fois discuté mais finalement accepté, permis de construire signé par le maire. Le même qui, quelques mois plus tard, en octobre 1978, renvoyait Bofill à ses chères études, sans le moindre respect pour le travail accompli, les travaux de gros œuvre commencés ; il se débarrassait simplement d'une personnalité gênante, d'un favori de Giscard d'Estaing. Bassesse. De la même pierre, deux coups, il satisfaisait les associations qui demandaient la construction d'un immeuble plus neutre, moins massif, moins ambitieux. D'après la maquette publiée récemment par « le Matin », l'immeuble sera simple, avec portiques et bow-windows.

Les histoires de ce type ne manquent pas, dans la saga des Halles. Il y a celle de la rue Coquillère : une des nombreuses voies souterraines, qui, puisqu'il leur faut toujours émerger, a surgi récemment au pied de Saint-Eustache, au grand dam des gens du lieu. Mais rien à faire, elle est là, à cinq mètres au-dessus du sol, barrant l'accès au futur jardin. La commission des sites a finalement accepté de se déplacer pour constater le délit, mais Christian de la Malène n'a pas daigné accompagner la visite. Sans doute se sentait-il peu concerné.

Dans le même ordre d'idée, oyez la comptine des cheminées : lorsque Jack Lang, conseiller socialiste de Paris, annonce en juin 1978 que de nombreuses « cheminées » ne vont pas tarder à émerger du chantier au milieu du toujours futur jardin, il se fait tout quasiment traiter de menteur par la Semah qui avoue tout de même : on verra « seulement » deux cheminées de cinq mètres de haut, traitées comme portique d'entrée au jardin... Voyez vous-même : les prises d'air de deux mètres cinquante de haut et les cheminées d'évacuation — cinq mètres — se sont multipliées. Il y en aura même une de plus de dix mètres...

Dans ces conditions, pas de quoi s'étonner devant l'insignifiance architecturale qui va prévaloir aux Halles. D'abord en raison de l'idéologie cosmopolite toute puissante à Paris en matière d'architecture. On copie Japonais et Américains tout en demandant aux bâtiments le plus de discrétion possible, comme si discrétion signifiait intégration dans le site. En tout cas, elle limite les risques politiques : la mode est au petit, au refus du monumental. Par démagogie, le Pouvoir suit la mode ; ce qui lui permet de faire l'économie d'une véritable consultation.

Chirac et ses amis ont beau clamer à qui veut les entendre l'exemplarité de l'opération des Halles, la démocratie n'a pas été mieux servie ici qu'ailleurs : consultées au pas de charge, les associations ont souvent préféré s'abstenir de participer aux commissions extra-municipales, même lorsque




la mairie leur a donné satisfaction sur plusieurs points : « On nous demande d'émettre un avis sur l'ensemble du plan d'aménagement sans nous fournir l'information et les documents nécessaires », raconte François Serrand, président du Comité parisien d'habitants (Copras).

En fait, tout travail en profondeur a été évité ici. Le lieu lui-même, son histoire si riche, sa signification comme lieu de confluences, rien n'a été étudié. Les choix ne se sont exprimés que par des renoncements : abandon du centre de commerce, réduction du programme de logements, puis du programme d'équipements sociaux ; le projet d'auditorium et de palais de la musique, lui aussi, a été sacrifié. En peau de chagrin, la vocation culturelle des Halles a laissé place à la seule vocation commerciale. Après l'architecture subreptive des émergences bétonnées, les Halles ont vécu l'urbanisme à reculons.

« Les architectes ne sont et n'ont toujours été aux Halles que des instruments, des façades, des justifications, ballottés entre les intérêts économiques de la Ville, la raison majeure des techniciens, les arguments des promoteurs qui ne peuvent s'adapter au contexte souterrain déjà figé et enfin englués dans le béton qui coule sans cesse. » Ainsi François Gauthier, architecte qui a travaillé avec Bernard de la Tour d'Auvergne sur le projet, définit-il sa fonction. Hélas, il a raison. « Ici, on demande à l'architecture de ne pas s'exprimer », constate Cantal-Dupart, urbaniste.

Alors, dans sa lutte contre le syndrome du néant qui le menace sans cesse, le projet des Halles est bien mal armé : le choix de Chirac s'est porté sur des solutions bâtardes, des idées qui n'en sont pas. On vous annonce une place, calquée sur une des plus belles du monde, la place de Sienne. De guingois par rapport au dos de Saint-Eustache, elle est censée lui donner un second parvis ! Les promoteurs de cette riche idée auraient-ils oublié qu'une place n'existe pas pour la forme dessinée au sol mais par les bâtisses qui la cernent, les accès qui l'ouvrent... La place de Chirac ne sera qu'un endroit venteux et vide, mal placé.

On vous annonce un jardin... Supercherie. Plus petit que le parc Monceau, il n'aura rien de grandiose : sans arbre puisque l'épaisseur de terre ne permettra jamais aux racines de se développer, il ne sera que lieu de passage, de grouillement.

On vous dit : ce sera le royaume du piéton. Effectivement, le piéton itinérant ne rencontrera pas de voiture ici. Mais il n'y aura pas d'habitant pour profiter de cette zone piétonne que l'Europe entière doit nous envier. Quartier biologiquement coupé de son histoire, de son environnement, les Halles n'ont pas été l'occasion d'une reconquête du centre. Il suffit de voir les liaisons prévues avec la rue de Rivoli, un des lieux les plus populaires de la capitale, et avec la rue Etienne-Marcel où subsiste une tradition artisanale : elles sont inexistantes. Cocotte de demi-luxe, le Forum prouve avec éclat sa vocation élitaire.

Il se pare malgré tout des plus grandes vertus : la plaquette éditée par ses promoteurs voit en lui rien moins que la renaissance du centre. Les oubliés de l'histoire, ceux qui ont émigré — 72 % des foyers qui vivaient là auparavant — pourront apprécier. Rénovation sauvage et spéculation ont accompagné les incertitudes nées autour du trou. La Ville s'est contentée en deux ans de faire jouer vingt fois son droit de préemption, laissant ensuite les locaux vides d'occupants. Paris n'a, il est vrai, jamais eu de plan cohérent pour son centre, pas de politique clairement discutée et définie. Alors, on compte les visiteurs du Forum, comme à Orly...

## *Paris, l'âme chevillée au corps*

Il faut une bonne dose d'humour pour continuer à rire de cette tragédie : une des plus belles villes du monde en train de perdre son âme, beaucoup d'argent dépensé pour une utilité publique douteuse. Le financement de l'opération est à 85 % public et l'espace sera à 85 % privé. Les rues du Forum appartiennent théoriquement à la Ville mais un défilé des commerçants de la surface a pu y être interdit. Le programme d'équipements sociaux a été réduit mais nous verrons bientôt leur gestion confiée au secteur privé, au nom du contribuable. Pauvre contribuable. La Ville va engloutir dans l'affaire 400 millions de francs — dont 250 pour les voiries — sur un total de 1 300 millions, en francs 1974. L'Etat paye une bonne partie du reste... un beau gâchis !

A moins qu'il ne soit pas trop tard. C'est l'espoir offert par la consultation lancée par quelques membres du Syndicat de l'architecture, syndicat monté récemment en réaction à la pratique de l'Ordre des architectes. Le 18 décembre, les projets pour les Halles vont affluer : il y a eu 1 901 inscrits à ce concours d'un genre particulier, dont une grande majorité d'étrangers (1 232). Preuve que le cœur de Paris fascine encore. En janvier, les résultats du concours seront rendus publics, les projets exposés (à l'ancienne Fnac-Sport, boulevard Sébastopol) malgré l'opposition manifeste de la Ville qui a essayé par tous les moyens d'empêcher cette exposition.

Le but du concours — qu'il soit tout de même un peu question d'architecture dans les Halles — a déjà été partiellement atteint. Mais Chirac risque bien de ne pas en tenir compte. Il a déjà répété que rien ne serait modifié à son projet. Se désavouer lui-même n'est pas dans ses habitudes... Reste à espérer que Paris, comme d'autres grandes et belles villes, a l'âme chevillée au corps. ●

# Borel-Fiat : brouet raciste dans les cuisines

## *Exploiter les travailleurs des restaurants d'entreprise, pour renflouer le déficit permanent de ses hôtels de luxe, c'est la manière habituelle - et forte - du groupe Borel*

LE personnel des restaurants qui sous-traitent avec les entreprises est généralement corvéable à merci. Il s'agit de travailleurs disséminés, car peu nombreux par établissement (vingt à cent), le plus souvent immigrés et de sexe féminin. Les conditions sont très différentes d'un restaurant à l'autre.

A la Générale de restauration du groupe Borel, qui gère le restaurant de la tour Fiat à la Défense-Courbevoie, le salaire net des plus défavorisés est de 1 950 francs et ne dépasse guère 2 500 francs pour les mieux lotis. Il s'agit d'un travail dur : onze cuisiniers pour 3 000 couverts, alors que d'ordinaire on compte dix cuisiniers pour 1 000 à 1 500 couverts.

C'est pourquoi, le 22 novembre dernier, trente des travailleurs de Borel-Fiat sur quarante-cinq se sont mis en grève, soutenus par la C.g.t. et la C.f.d.t., pour obtenir une revalorisation de leur salaire et des conditions de travail améliorées. Mais la société Borel n'est pas tendre avec les grévistes : elle n'a pas l'habitude d'être contestée. Aussi a-t-elle riposté en licenciant sept des grévistes dont deux délégués du personnel, sous le prétexte fallacieux d'entrave à la liberté du travail. Le comité d'établissement a refusé le licenciement des deux délégués, mais cinq grévistes ont reçu leur notification de licenciement et sont déjà remplacés. Comme par hasard parmi les cinq figurent quatre immigrés.

Ainsi, la grève se durcit et, moins que jamais, les grévistes ne veulent céder. Le restaurant est pratiquement paralysé et la plupart des rationnaires par solidarité préfèrent le boycotter et manger les sandwichs préparés par les grévistes.

Mais la quasi-totalité des directions des entreprises présentes dans la tour Fiat, en particulier celle de Framatome, déclarent leur solidarité avec Borel.

Borel-Fiat ne connaît que la manière forte et utilise à cet effet tout le registre raciste. C'est que Borel est une vaste entreprise qui, dans ses établissements de luxe (les hôtels-restaurants Sofitel), subit un déficit chronique, et doit le compenser par des bénéfices dans la restauration d'entreprise. Ainsi, il faut exploiter les travailleurs de ces établissements afin d'accroître le profit qui permet de subventionner les opérations de prestige des Sofitel. Et cela est d'autant plus facile que, dans ce type de restauration, le sous-traitant a toute liberté pour imposer ses conditions d'exploitation aux travailleurs, sans contrôle du syndic représentant les entreprises de la tour qui pourtant versent de fortes subventions aux restaurants d'entreprise.

Les sections d'entreprise du P.s. dans les tours de La Défense, ainsi que la section locale de Courbevoie, aident les grévistes, d'abord matériellement en organisant des quêtes pour leur caisse de soutien, en tirant et distribuant des tracts pour eux, mais aussi en utilisant les moyens que le P.s. a à sa disposition pour donner au combat mené sa dimension politique et renforcer la solidarité des travailleurs de La Défense.

Car le vrai problème est d'abord de faire prendre conscience à tous les exploités de la restauration d'entreprise qu'ils subissent le même sort, même si d'un établissement à l'autre les conditions sont légèrement différentes, et, ensuite, de sensibiliser tous les salariés du tertiaire de La Défense, cadres ou non-cadres, au combat du personnel Borel-Fiat. Ce n'est qu'en réussissant des opérations de ce genre qu'on inscrira sur le terrain la réalité du front de classe, dans lequel il faut également insérer les immigrés... même s'ils ne participent pas aux élections politiques. ●

# Petites annonces

| Tarifs | La ligne H.T. | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| Offres d'emploi (minimum 5 lignes) | 22 F | 25,87 F |
| Demandes d'emploi | 12 F | 14,11 F |
| Immobilier | 18 F | 21,17 F |
| Divers | 18 F | 21,17 F |

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

## DEMANDES D'EMPLOI

52 ans. Sérieuses références. Sens des responsabilités, recherche emploi gardien immeuble, résidence, usine.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes 75009 Paris) qui transmettra.

Recherche place d'aide métreur maçonnerie (2 années métré) le plus rapidement possible.

S'adresser à Pierre Zimmer 1, square de l'Horloge 94000 Vitry. Tél : 682.04.06 ou 207.52.47 (matin).

## OFFRES D'EMPLOI

Société Civa Informatique recherche d'urgence :

* Une secrétaire, bon niveau, capable d'assister efficacement le responsable de la société, connaissances comptables appréciées.

• Analystes-programmeurs en cobol et basic sur mini-ordinateur pour travaux en informatique communale et privée. Possibilités en province.

* Informaticiens et responsables communaux intéressés par le développement d'une entreprise au service de l'informatique communale dans leur département.

Sa faire connaître à M. Petit, Société Civa Informatique, 140, Bd Haussmann 75008 Paris. Tél. : (1) 281.47.84 ou 622.11.15.

Ville de Meaux (77100) 45 000 habitants recrute :

1) un sous-bibliothécaire titulaire du C.a.f.b. - Option « Lecture publique » pour la section des adultes. Poste à pourvoir avant le 1er février 1980.

2) un attaché communal. Bonne connaissance de la M. 12 exigée.

3) un rédacteur.

Adresser candidatures et curriculum vitae à M. le maire de Meaux.

Directeurs de conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (C.A.U.E.).

* Cinq ans d'expérience en urbanisme ou architecture.

* Intérêt et aptitudes pour des actions pédagogiques et d'animation.

* Emploi à plein temps.

* Résidence sur place :

— Indre

— autres départements.

Envoyer C.v. à M. le président du Conseil général de l'Indre, Préfecture, 36019 Châteauroux.


**Bernard Prunier**

**VOTRE CONCESSIONNAIRE**

**RENAULT**
**Abbé-Groult automobile**

**107, rue Abbé-Groult 15e**
**Métro Convention**

**Tél. : 532.71.20 (+)**
**(ouvert le samedi)**

Toute la gamme Renault

Exposition sur 1 000 m² couverts de véhicules d'occasion.

Pièces de rechange et accessoires.

Ateliers : mécanique, carrosserie, station diagnostic.




**Recommandez-vous de « l'Unité ».**




# Un homme à sa fenêtre

## *En chaque homme libre battent des mots de René Char*

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

VOILA plus de cinquante ans qu'il écrit, qu'il tonne, qu'il s'emporte, qu'il refuse de plier dans la torpeur des prudences ou sous les horreurs de l'Histoire. Quelque guerrier sanguinaire voudrait-il tuer la parole en bâillonnant l'homme qu'il n'y parviendrait pas : la poésie de René Char s'est nichée depuis longtemps partout où pénètrent les vents. Sur le bord des consciences et au profond des corps. Elle a fait souche au coin des lèvres et dans les replis des mémoires. Sa force se transmet sans être toujours nommée : beaucoup tiennent d'elle la rigueur de leur combat et la constance de leurs choix, mais ils l'ignorent. Est-ce si surprenant ? Que sait de la source l'embouchure d'un fleuve ? En chaque homme libre battent des mots de Char. Fi de la signature ! C'est le partage qui compte.

René Char, depuis des décennies, livre ses poèmes à qui souhaite s'en emparer pour s'en faire armure, outil et feu de joie. Je n'en connais pas un qui, s'en étant saisi, ne s'en fasse l'écho. Car personne ne peut garder une phrase de Char pour soi. L'émotion est trop forte et le plaisir trop grand : il faut l'offrir à d'autres ! Ainsi se multiplient la curiosité, la ressemblance et la fraternité. Chaque livre de Char devient un carrefour où se retrouvent des voyageurs anonymes venus de partout. Ils s'y reposent et s'y restaurent. Quand la poésie devient à ce point nécessaire, c'est que le poète fournit le minimum vital.

Le dernier en date des lieux de rencontre proposé par René Char a été superbement et gravement titré par lui : « Fenêtres dormantes et porte sur le toit » (1). La vie est obstinément au rendez-vous. Mais il s'agit de « la vie bousillée », dont il parle depuis si longtemps, d'une vie lépreuse et démembrée. D'autres se voileraient lâchement la face. Pour ne pas voir. Char, lui, montre, désigne, dénonce : « les utopies sanglantes du XXe siècle », « la corne totalitaire » et « des terres de plus en plus accablées ». Il accuse « l'hémophilie politique des gens qui se pensent émancipés. Combien sont épris de l'humanité et non de l'homme ! Pour élever la première ils abaissent le second. » Il prévient : « Nous tombons. Je vous écris en cours de chute. C'est ainsi que j'éprouve l'état d'être au monde. » Terrible lucidité ! Poignant appel au sursaut !

Si Char se fait si violent, si précis c'est



*René Char*


**cinéma**

JANVIER * N° 253

**LA «NOUVELLE VIRILITÉ » DU CINÉMA AMÉRICAIN**

**PASOLINI PAR LAURA BETTI**

**DEUX MOMENTS DU CINÉMA DANOIS**

**ADIEU MONSIEUR TIOMKIN**

**LE CINÉMA DES SURRÉALISTES**

**et toute l'actualité**

**en vente partout**
**et 6, rue Ordener, Paris 75018**

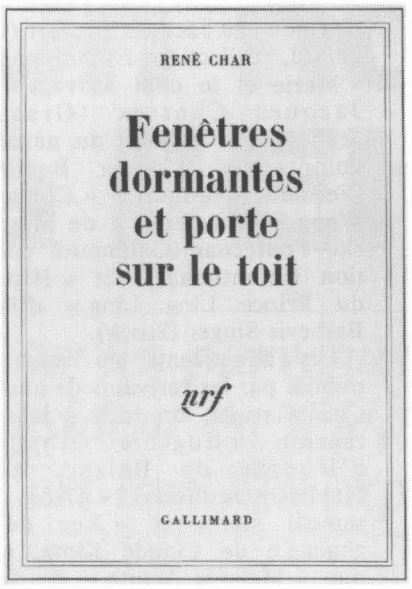

# Icare vole bas

PAR GILBERT SANS

LES lumières s'éteignent. L'écran s'éclaire... et ça commence mal : Henri Verneuil cite Boris Vian ! « Cette histoire est entièrement vraie, puisque je l'ai imaginée d'un bout à l'autre. » J'aime que les gens qui se ressemblent s'assemblent. Alors ça commence mal. C'était ne tenir aucun compte de la prétention d'un cancre reconnu de l'industrie cinématographique et du confusionnisme idéologique au service duquel il se loue.

On connaît bien l'œuvre inoubliable d'Henri Verneuil : « l'Ennemi public n° 1 », « le Mouton à cinq pattes », « la Vache et le prisonnier », « le Président », etc., pour en arriver aux deux derniers, qui n'étaient presque plus ambigus tellement ils étaient réactionnaires : « Peur sur la ville » et « le Corps de mon ennemi ». Pour « 1... comme Icare », on met le paquet : Verneuil est le producteur, le réalisateur et l'auteur du scénario. Il partage cependant les dialogues et l'adaptation avec Didier Decoin. Le pauvre ! Ennio Morricone signe la musique — commercialement c'est meilleur qu'une assurance tous risques — et nous avons enfin le privilège d'assister à la première gabinerie d'Yves Montand. Ce malheureux ! Qu'allait-il faire en cette galère ?

Donc ça commence mal, et à peine commencé ça se poursuit très, très, très lentement. Sur l'écran, un président dans une voiture présidentielle (qui roule) avec des motards autour. C'est drôle, c'est exactement la même chose — souvenirs, souve-

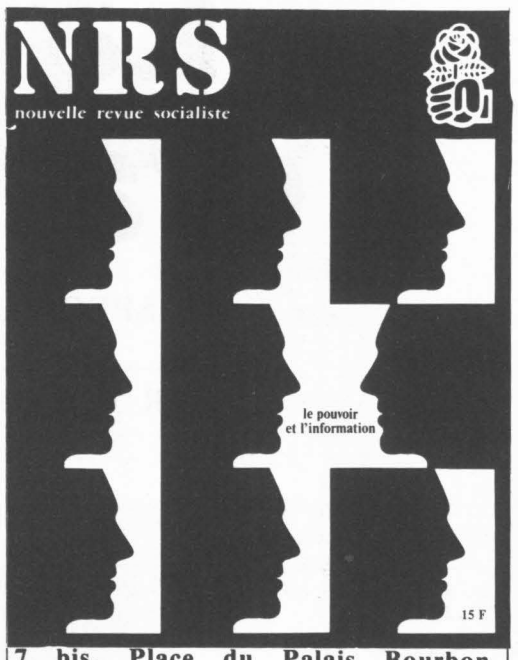



qu'il refuse de se laisser foudroyer sans réagir. Il demeure insoumis, réfractaire. Qu'on ne compte pas sur lui pour semer le désespoir. Il crache de la foudre, pas du venin. Il cultive la colère, pas le dégoût. Il sait dépasser sa rage pour proposer des « contrepoids à tant de maux ». C'est ainsi qu'il suggère quelque chose qui pourrait bien être la solidarité (pour user d'un vilain vocable abstrait) : « Il en faut un, il en faut deux, il en faut... Nul ne possède assez d'ubiquité pour être seul son contemporain souverain. »

Et il invite chacun à trouver comme lui des « alliés substantiels » pour vaincre la douleur et maîtriser « la cascade furieuse de l'avenir ». Les siens, ses alliés, sont, comme Vieira da Silva et Pablo Picasso, peintres ou, comme Boyan, sculpteurs. « Boyan, écrit Char, crée (...) des jardins d'espoir où nous pourrons nous rencontrer, nous aimer ou nous fuir dans l'oubli des successives fins du monde. »

Il faut se méfier des fenêtres dormantes : elles donnent parfois sur l'espoir... ●

(1) Poèmes publiés aux éditions Gallimard.


7 bis, Place du Palais Bourbon, 75001 Paris
Abonnement un an ..... 115 F
Etudiant/chômeur ..... 95 F


# Une soupe aux herbes catalanes

PAR GILBERT SANS

« CAR le français était ici, au siècle dernier, la langue de quelques rares notables bilingues, et celle de quelques hauts fonctionnaires venus d'outre-Corbières. Le menu fretin parlait catalan, comme tout le monde. »

C'était un temps bien raisonnable. Depuis, dix-sept mille hectares ont brûlé en 1976 dans les Aspres au sud-ouest de Perpignan. Et ce n'était pas le seul fruit du hasard, dit Adrienne : rapt de la langue, lèpre des arbres, désertification de la culture et des cultures ; tout peut s'expliquer toujours. Adrienne était institutrice publique à Thuir, en plein pays catalan. Elle est aujourd'hui presque célèbre en France et adorée en Roussillon. Elle a été la « vedette » du film projeté il y a quatre ans sur antenne 2 « Quatre femmes en Roussillon » et a participé à une récente radioscopie avec Monsieur Chancel. Parce qu'Adrienne a écrit un livre d'amour sur sa terre natale : « Quand on avait tant de racines. » C'est de ce livre que nous parlons.

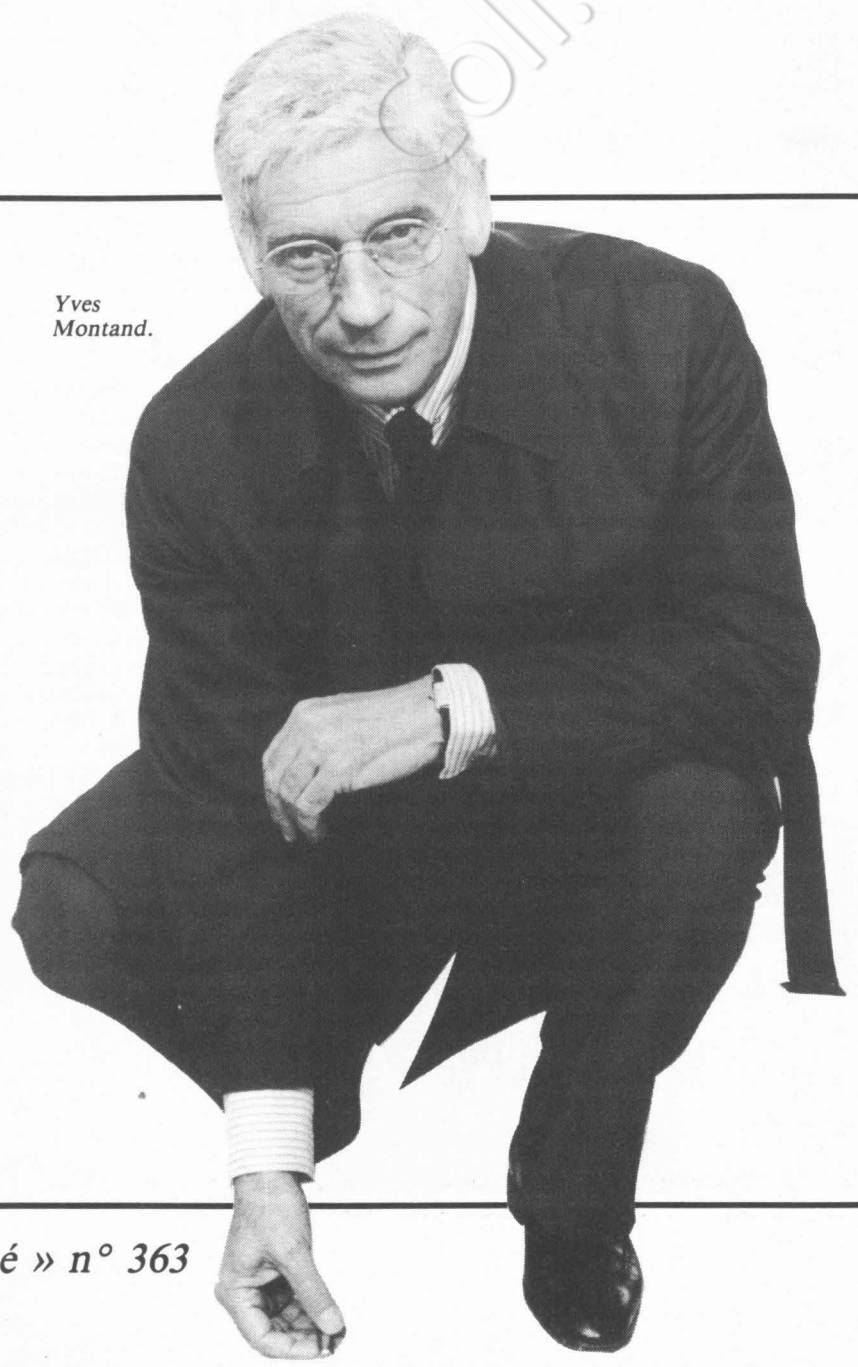
## *Le prix des mots*

Citadins courbés, pressés, broyés ; la mode est au retour à la nature et aux-feux-de-bois-dans-des-cheminées-avec-des-vraies-pierres. Un zeste de fausse écologie ne fait de mal à personne. Le croyez-vous ? Adrienne pas tellement on dirait. C'est dire que dans ce merveilleux bouquin on ne trouvera guère trace d'un passé idylliquement nostalgique. La vie était dure. On avait plus souvent qu'à son tour des haricots rouges dans la soupe en guise de steak. Mais on avait aussi ce sentiment précieux d'appartenance à une terre, à une histoire. Plus que précieux : irremplaçable. Et aujourd'hui Adrienne crie : jusques à quand va-t-on laisser mourir cette terre ? Qui va empêcher les intérêts privés de devenir les maîtres du pays ?

La mode est aussi, avec plus ou moins de bonheur, à l'exhumation des plus diverses traditions régionales. Mais toute la différence est là : le catalan et la Catalogne ne sont pas une mode. La langue catalane... Ils sont plusieurs millions à la parler outre-Pyrénées. Ils l'ont parlée contre Franco pendant quarante ans. A ce tarif-là, on apprend vite le prix des mots. Adrienne la parle avec eux « pour se défendre contre une uniformisation qui (l') étouffe, pour garder le droit à la différence, pour retrouver une identité perdue que la dispersion des jeunes à la recherche du travail détruit encore plus vite, le peuple catalan se raccroche à sa langue, s'appuie sur elle comme sur un rempart. »

La protestation et les souvenirs de toute une vie d'institutrice défilent hardiment dans cette sorte de « soupe aux herbes sauvages » à la catalane. Il faut lire « Quand on avait tant de racines » d'Adrienne Cazeilles. Lire ce que son père cultivateur répondait aux pique-niqueurs dans le besoin : « L'arbre est à moi, mais son ombre est à tout le monde. » Il faut vous faire un dessin ? ●

*« Quand on avait tant de racines », d'Adrienne Cazeilles. Aux Editions du Chiendent. Marcevol 66320 Vinça.*



*Yves Montand.*

## *Un vrai catalogue de recettes*

Ce film est un tissu d'inepties et de dissimulations. L'assassinat de Kennedy, l'allusion au Chili, les services secrets dans le coup et la Maffia aussi, un procureur honnête (absolument indispensable, le procureur honnête ; il en faut un dans tous les films réacs), des témoins supprimés, etc. Un vrai catalogue de recettes. Ajoutons quelques interrogations philosophico-mystiques suffisamment vagues et générales pour qu'elles ne soient jamais situables dans une réalité proche. « I... comme Icare » n'est pas même cohérent avec lui-même. Le scénario est constitué de bric et de broc, ce qui donne un résultat à la frontière de l'honnêteté. On y trouvera même un combiné téléphonique qui pendouille au bout de son fil... comme chez Eisenstein, voici cinquante ans.

J'ai oublié de vous dire que ça se termine à peu près comme ça se commence. Mais ne dévoilons pas comment, car : « C'est ce que la dernière minute du film nous apprend, ainsi que l'explication du titre. » ●

nirs — que dans le film « le Président » (réalisateur : Henri Verneuil). Sur les toits, un tueur à carabine avec viseur. Et vous n'en croirez pas vos yeux, mais ce qui devait arriver arriva...


Vous voulez que la presse du Parti vive...

*Bulletin d'abonnement à retourner*

l'unité

*41, boulevard de Magenta 75010 PARIS*

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

# La vie d'artiste

SPECIAL CADEAUX

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

## disques

### REMAKES

Le disque français est en crise : il se vend de plus en plus mal. Pour parer le coup, les industriels de la cire ont trouvé une astuce : ils ressortent les vieux succès de la chanson. C'est ainsi qu'on peut trouver à nouveau chez les disquaires depuis quelques jours, en 45 tours, « Capri, c'est fini » d'Hervé Vilard (Mercury 6172 774, distribution Phonogram) ou « la Plage aux romantiques » de Pascal Danel (A 2 SG 736, distribution Discodis). Philips vient même de lancer les « Enregistrements originaux des succès des années soixante » : revoici, rassemblés en un unique 33 tours, les tubes de Claude François, Sheila, Sacha Distel, Johnny Hallyday, Sœur Sourire, Lucky Blondo, etc.

Dans ce savant mouvement rétro organisé, il y a heureusement des « remakes » de plus grande valeur. On peut, par exemple, s'offrir tout Brassens en quatre coffrets de trois disques (Philips 6641 956, 957, 958 et 959). Ou l'intégrale des chansons de Jacques Brel de 1954 à 1962, un coffret de cinq disques (Philips 6641 935). Serge Reggiani ressort également ses meilleures chansons (« le Petit Garçon », « Les loups sont entrés dans Paris », « Paris ma rose », etc.) ; mais, lui, il les a réenregistrées, après les avoir fait réorchestrer ; ce sont presque deux œuvres originales (Polydor 2393 233 et 234).

Il y a aussi des variantes, des « copies non conformes » « Maxime Le Forestier chante Brassens » (Polydor 2393 244) et « Lama chante Brel » (Philips 9101 255). Mais (tant pis pour les marchands !), au bout du compte, je préfère encore le risque et le plaisir des vraies nouveautés : « J't'aim'rais » de Serge Reggiani (Polydor 2473 100) ou « Georges Brassens joue avec Moustache » (Philips 9101 260).

### PECHES ET PASSIONS

Voix de femmes : tonitruantes ou ironiques, rebelles ou insolentes, pathétiques ou lumineuses. Elles ouvrent à coup sûr de nouvelles voies à la chanson.

Hélène Martin, une des premières, se servit des mots des hommes et en fit une parole de femme. Elle vient de rassembler en un coffret ses rencontres : « Hélène Martin et les poètes » (Cavalier-R.c.a. PL 37 323, trois disques). Elle chante douze hommes (Louis Aragon, Jacques Audiberti, René Char, Paul Eluard, Jean Genet, Jean Giono, Pablo Neruda, Raymond Queneau, etc.) et deux femmes (Lucienne Desnoues et Louise Labé). Sa réussite : « le Condamné à mort » de Genet.

Depuis qu'elle chante, Pauline Julien interprète Bertolt Brecht. Elle avait déjà consacré un disque à l'auteur de « l'Opéra de quat'sous », chez Uniteledis. Elle récidive avec « les Sept Péchés capitaux » (R.c.a. PL 37 320). Et de reprendre à son compte la paresse, l'orgueil, la colère, la gourmandise, la luxure, l'avarice et l'envie. Peu de chanteuses avaient osé s'attaquer à ce morceau de bravoure...

Plus écorchée que jamais, Catherine Ribeiro réclame « le droit de crier, de hurler » dans « Passions » (Philips 9101 207). Déchirée entre l'amour et la révolte, elle s'inquiète : « Ma fille, quel est notre avenir ? » Mais elle affirme sans hésitation quel camp elle a choisi : « Frères humains / victimes des savak / des C.i.a. des Dina ou des goulag / vous êtes mon cri dans le noir. »

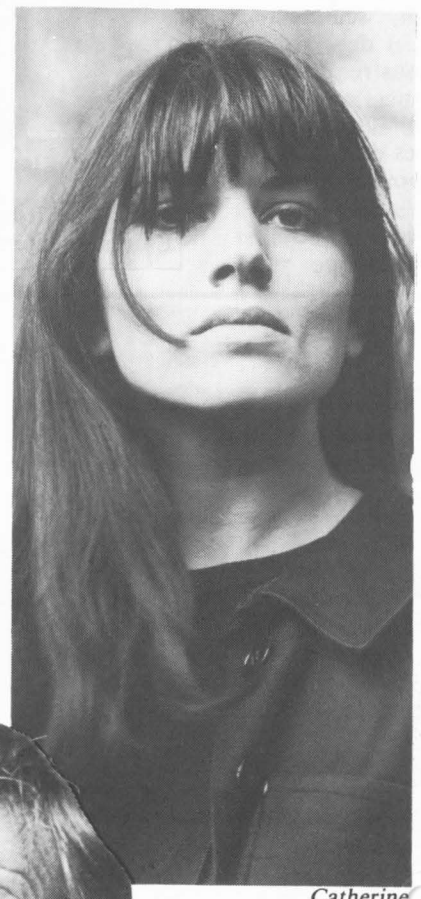
Dans le sillage des Pauline Julien et Catherine Ribeiro, d'autres chanteuses ont l'audace de se faire entendre : Annkrist avec « Batik original » (Spalax 86816, distribution S.f.p.p.), Geneviève Paris avec « Boulevard du crime » (AZ Stec 302, distribution Discodis) et Armande Altaï avec « Atavisme » (R.c.a. PL 37320). Des chansons-cris qu'on espère un peu plus qu'éphémères.

### PAROLES ET MUSIQUE

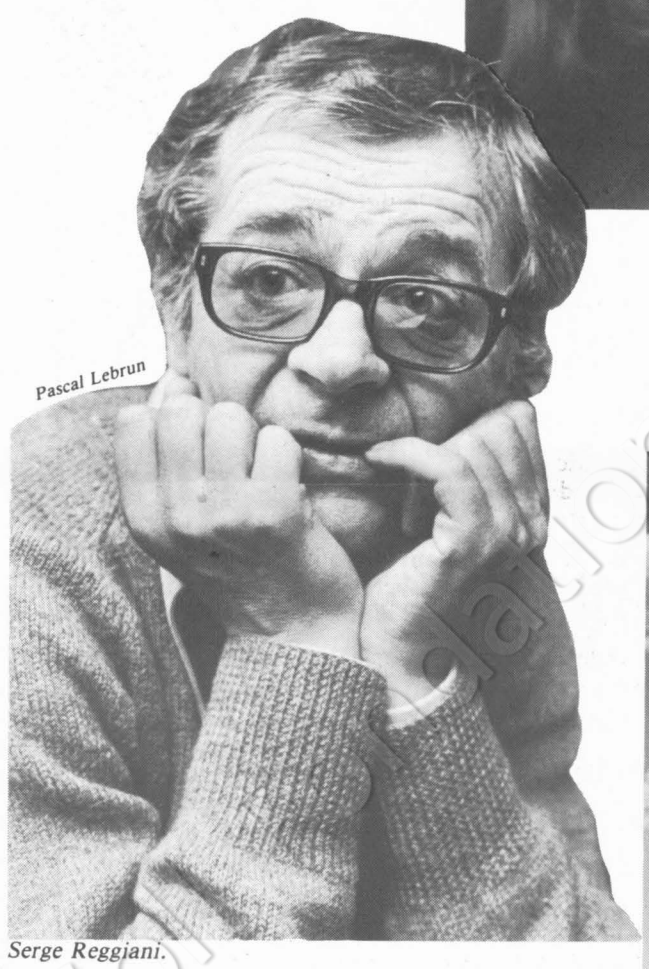
Au moment où le disque se vend mal, au moment où plus personne n'enregistre dans les studios, on découvre pourtant de nouveaux disques dans toutes les vitrines. L'explication est simple : les maisons de disques ont changé l'emballage, la pochette si vous préférez, de quelques cires anciennes ou récentes.

R.c.a., par exemple, annonce à grand fracas le lancement de « la première grande collection de la chanson française ». Elle s'intitule « Paroles et musique ». S'agit-il d'enregistrements nouveaux ? Oui, dans le cas de Jean-Louis Pick (R.c.a. PL 37 307) et dans celui de Darras et Desumer (PL 37 340). Non, pour François Chatel (PL 37 348), Yves Simon (PL 37 330), Jean Vasca (PL 37 336), Alain Souchon (PL 37 331), Mama Béa (PL 37 334), Jean-Pierre Huser (PL 37 333) et Jean-Michel Caradec (PL 37 335) : chacun de leurs disques est une compilation d'enregistrements précédents ou une reprise pure et simple.

Philips fait la même chose avec sa série « Albums Or » : du nouveau avec de l'ancien. Là, la ficelle est différente : on a encarté dans la pochette un « livret illustré avec texte intégral des chansons ». « Retrouvailles » eût été un meilleur titre, pour redécouvrir quelques beaux sillons : « le Déserteur » par Boris Vian (Philips 9101 268) ; « Ô Toulouse » par Claude Nougaro (Philips 9101 253) ; « Sur la place », « Au printemps », « Ne me quitte pas » et « les Flamandes » par Jacques Brel (Philips 9101 241-42-43 et 44) ; « J'ai fantaisie » par Bobby Lapointe (Fontana 9101 510) ; « le Jour de clarté » par Graeme Allwright (Mercury 9101 906) ; « Manon » par Serge Gainsbourg (Philips 9101 266) ; « C'était un jour de fête » par Edith Piaf (Philips 9101 238) ; et « Mon p'tit lou » par Pierre Perret (Adèle 9123 780).



*Catherine Ribeiro*



*Pascal Lebrun*

*Serge Reggiani.*

## livres

### GRANDS LIVRES POUR PETITS LECTEURS

Les grands auteurs écrivent aussi pour les enfants. Les conteurs sont le plus souvent utilisés et illustrés. Les meilleurs albums du genre : « le Petit Chaperon rouge » et « Peau d'Ane » de Charles Perrault (Editions Ruyant) ; « les Habits neufs de l'Empereur » de Hans Christian Andersen (Flammarion) ; « les Musiciens de la ville de Brême » de Grimm (G.P. Rouge et Or) ; « Outroupistache et autres contes... » de Grimm, Anderson et Perrault (Flammarion).

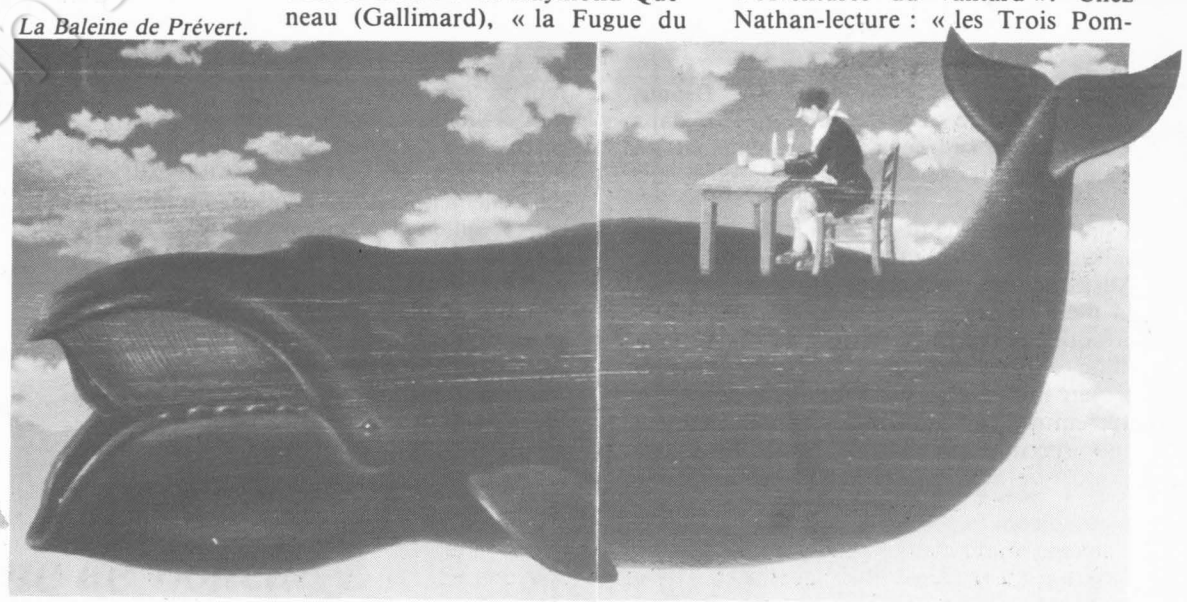
Quelques classiques de la littérature sont régulièrement repris : « l'Appel de la forêt » de Jack London (Gallimard), « l'Ile au trésor » de Stevenson (Gallimard), « les Voyages de Gulliver » de Swift (Editions Ruyant), « la Guerre des boutons » de Louis Pergaud, etc.

Le plus intéressant est ailleurs : quand des contemporains sont édités spécialement pour les enfants. Exemple, cette année : « Zazie dans le métro » de Raymond Queneau (Gallimard), « la Fugue du petit Poucet » de Michel Tournier (G.P. Rouge et Or), « Pierrot ou les secrets de la nuit » de Michel Tournier (Gallimard), « le Chien des Laurentides » de Bernard Clavel (Casterman), « la Pêche à la baleine » de Jacques Prévert (Gallimard, collection Enfantimages), « Marie et le chat sauvage » de Jacques Chessex (Grasset-Jeunesse), « Histoire du naufragé volontaire » d'Alain Bombard (Fernard Nathan), « Comment Wang-Fô fut sauvé » de Marguerite Yourcenar (Gallimard, collection Enfantimages) et « Histoire du Prince Ling Ling » d'Isaac Bashevis Singer (Stock).

Les adolescents ne sont pas oubliés par les écrivains de qualité. Chez Garnier, on édite à leur intention « Eugénie Grandet » d'Honoré de Balzac. Chez Hachette-Jeunesse « Drôle de samedi soir » et « Rue de la chance » de Claude Klotz, ainsi que « Mélanie White » de Jean-Patrick Manchette. Chez Gallimard « Au village » d'Henri Pourrat, « les Hauts de Hurlevent » d'Emily Brontë et « le Fauteuil hanté » de Gaston Leroux.

### ENFANTIN

L'accès des enfants aux livres se démocratise lentement grâce aux séries de poche. Gallimard a la sienne : Folio-Junior. Nathan aussi : Nathan-lecture. L'Ecole des Loisirs les siennes : Lutin-poche et Renard-poche. Derniers titres sortis, en Folio-Junior : « la Vierge des glaciers » d'Andersen, « le Petit Lord Fauntleroy » de Frances H. Burrett, « Histoire de la mère Michel » d'Emile de la Bédollière et « la Mer », anthologie poétique. En Lutin-Poche : « le Château des toiles d'araignée », « Pierre », « les Mellops font de l'avion », « Chansons de France ». En Renard-poche : « Contes 3 » d'Andersen, « Contes pour les enfants et les parents 2 » de Grimm, « la Toison d'Or », « la Rose et l'Anneau », « Nouvelles de la terre... et d'ailleurs », « Aventures du vantard ». Chez Nathan-lecture : « les Trois Pommes d'orange », « le Lapin de pain d'épice » et « le Retour de Mac Miffic ».



*La Baleine de Prévert.*

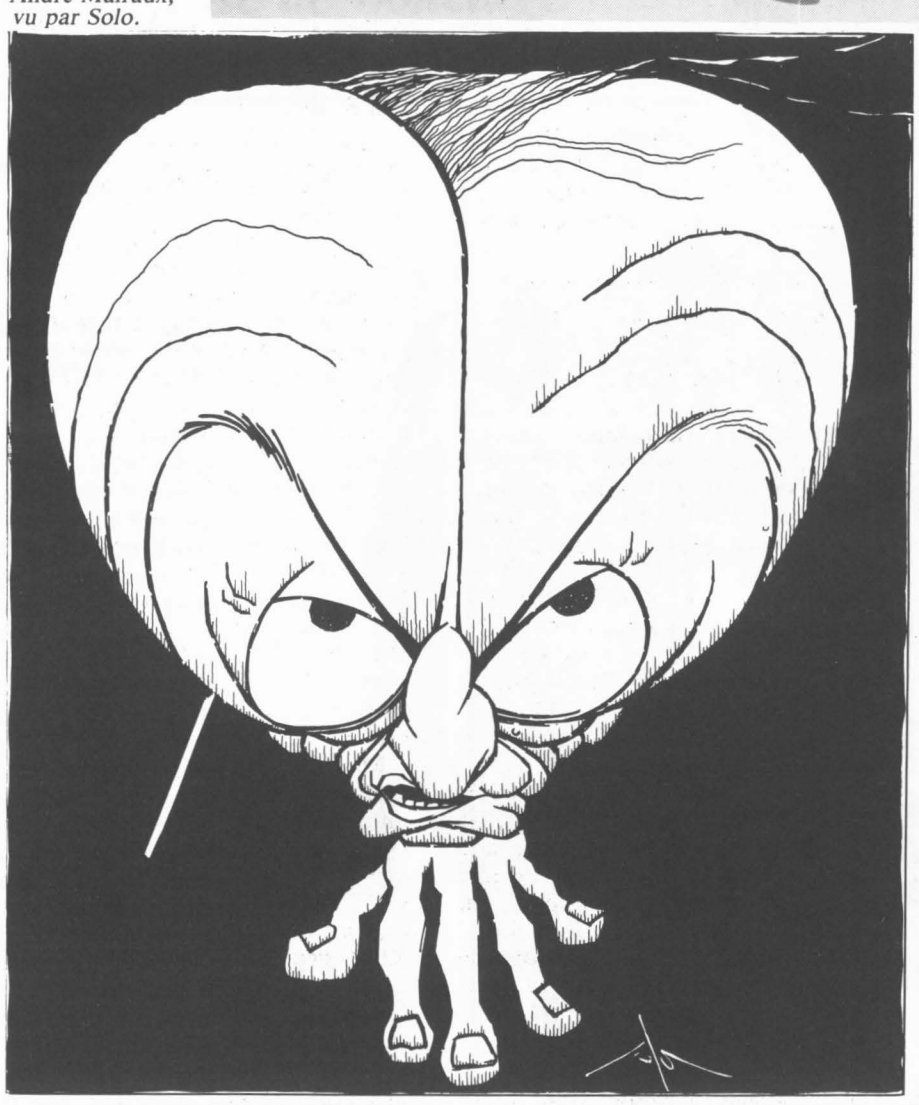
Mais la plupart des éditeurs continuent à faire beaucoup d'argent en publiant un maximum d'albums-documentaires. Enfantin ! Peu d'effort de qualité en ce domaine. Citons les exceptions : la série « Animaux en famille » à l'Ecole des Loisirs ; une collection qui comporte déjà quatre titres (« la Belette », « le Geai », « le Mulot » et « le Sanglier ») chez Garnier ; les « Grands Albums » de Fernand Nathan ; les « Reportages » du Chat perché (Flammarion) ; et les « Histoires de la vie des hommes » aux Editions de la Pibole (« les Pionniers du Canada », « l'Afrique des Nomades au XVIe siècle », « les Vikings au Xe siècle », « l'Angleterre au XIXe siècle », « l'Egypte des Pharaons », « la Chine au XIe siècle » et « l'Amérique des cow-boys »).

Les éditeurs qui n'ont pas seulement des préoccupations mercantiles sont faciles à repérer : ils publient également des albums de fiction. Des ouvrages qu'il faut aborder par classe d'âge.

Avant six ans. A l'Ecole des Loisirs : « Brave Coccinelle » ; « Vole, petit oiseau » ; « A la plage ».

A partir de six ans. A l'Ecole des Loisirs : « Cochon, père et fils » ; « le Correspondant d'Ana-

*André Malraux, vu par Solo.*



tole » ; « la Maison », « Quand on s'ennuie » ; « Que faites-vous, cher ami ? » Chez Fernand Nathan : « Tralala », « Jules et le chapeau magique », « Des framboises pour grand-mère ». Chez Lotus : « Bien plus grand que Martin ». Aux Editions Jannink : « A.b.c. ».

A partir de sept ans. A l'Ecole des Loisirs : « le Phare » ; « Hôtel Beau-Rivage » ; « Géraldine, la souris-musique » ; « la Fleur du roi » ; « Pas de baiser pour maman » ; « Théophile a rétréci » ; « Sauterelle » ; « les Rêves de Corbillo ». Chez Delarge : « Tommy et l'éléphant », « Tropicofolie ». Chez Lotus : « les Fleurs magiques de Bernard Bouton », « le Têtard mystérieux ». Aux Editions Bonnier : « Sophie, Amanda et le petit arbre » ; « Sophie, Amanda et l'arc-en-ciel ». Au Sévené-Jeunesse : « Qui suis-je ? ». Chez Flammarion : « Inouk et son chien », « le Courageux Soldat Janosh ».

A partir de huit ans. A l'Ecole des Loisirs : « le Plus Grand Bouffon du monde », « le Jour suivant », « Loup y es-tu ? ». Chez Fernand Nathan : « les Voyages de Cook ». Aux Editions Ruyant : « Monsieur de la Palice ». Chez Delarge : « le Chat noir », « Helga », « le Tigre du douanier Rousseau », « le Clown de Dieu ».

A partir de dix ans. Chez Fernand Nathan : « les Plus Belles Légendes des Vikings ». A l'Ecole des Loisirs : « Contes à l'envers », « Heidi devant la vie », « les Chapardeurs ». Aux Editions Bonnier : « Notre famille ».

## MIEUX VIVRE

Comment vivre mieux ? A chacun sa recette, selon ses goûts. Mais vivra mieux assurément qui connaîtra mieux le monde qui l'entoure, non le monde urbain qui lui pèse, mais l'univers rural où il pourra reprendre souffle et racines. Quelques livres d'initiation peuvent donc avoir leur utilité : « Découvrir la nature en famille » par Michaël Chinery (Albin-Michel) ; « Explorer les sciences de la nature » par Hans Jürgen Press (Dessain et Tolra) ; « les Glanes, petits profits de la nature » par Paul Vincent (La Maison rustique) ; « la Création champêtre » par André Chabbert (Dessain et Tolra).

Pour ceux qui tiennent à demeurer citadins en toutes circonstances, un progrès possible, peut-être : la musique... Trois volumes précieux dans ce domaine : « le Guide du piano » (Mazarine), « le Grand Livre de la guitare » (Albin-Michel) et « les Instruments de musique du monde entier » (Albin-Michel).

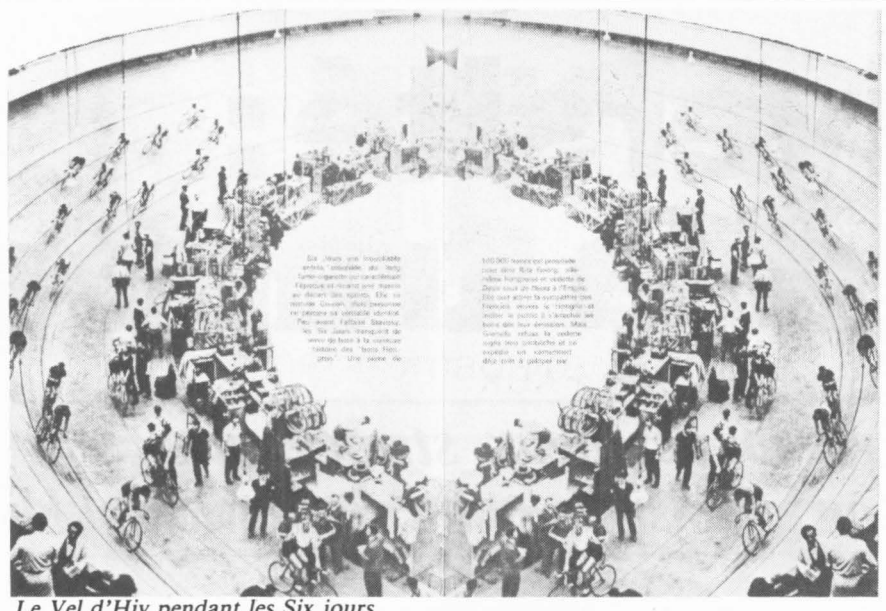
## POLARS

Peu d'événements, en ce moment, dans le domaine du « polar ». Trois seulement valent d'être retenus.

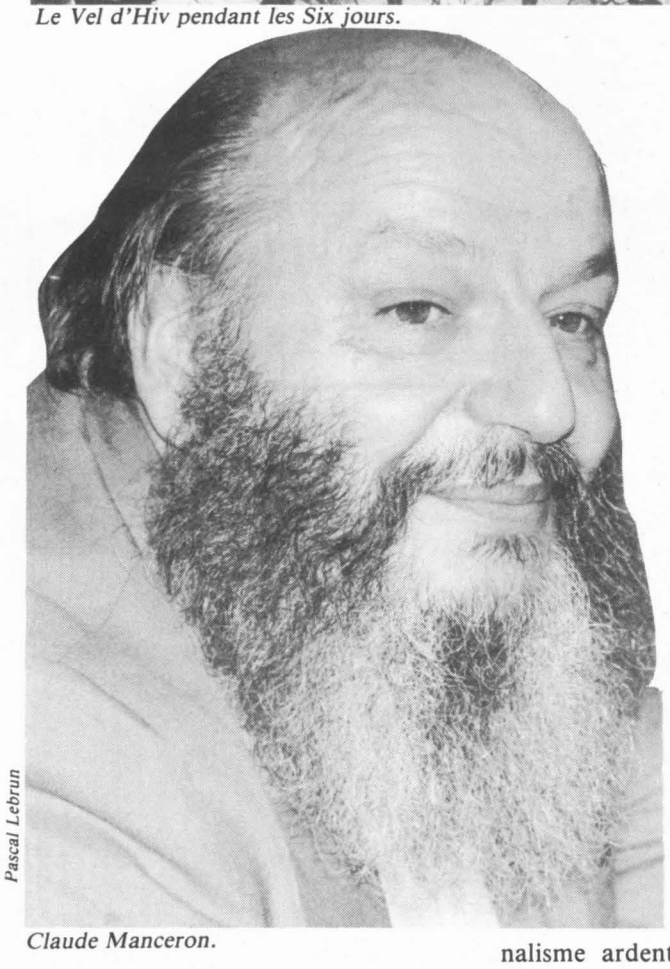
Le tandem Boileau-Narcejac vient de livrer leur cinquième Arsène Lupin : « le Serment d'Arsène Lupin » (Editions du Masque).

La collection « Bouquins », chez Robert Laffont, offre tout « Sherlock Holmes » de Conan Doyle en deux volumes.

Un nouveau style de romans policiers, proche de celui de Jean-Patrick Manchette, s'est cristallisé autour de la collection « Sanguine » aux Editions Phot'œil. Quatre titres sont déjà en librairie : « O tante en emporte le vent » de Jean-Nicolas Baudrin, « Tueur de flics » et « la Nuit des chats bottés » de Frédéric H. Fajardie, « Noël noir » de Jean-Christian Viluber.



*Le Vel d'Hiv pendant les Six jours.*

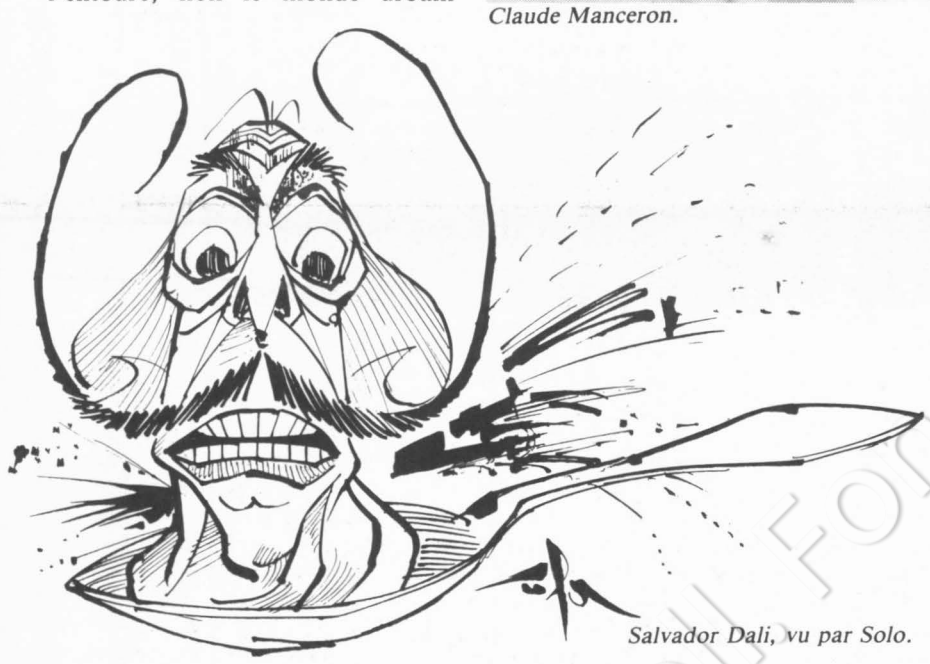


Pascal Lebrun

*Claude Manceron.*



*Marguerite Yourcenar, vue par Solo.*



*Salvador Dali, vu par Solo.*

## LE TEMPS QUI PASSE

Les livres historiques peuvent n'être que des machines à remonter le temps : « Histoire mondiale du music-hall » par Dominique Jando (Delarge), « la Conquête du Mexique » par Hernan Cortès (Maspero), « le Temps Chanel » par Edmonde Charles-Roux (Le Chêne). Il leur arrive aussi de donner un sérieux coup de projecteur sur le présent. C'est le cas du quatrième tome des « Hommes de la liberté » de Claude Manceron : « la Révolution qui lève, 1785-1787 » (Robert Laffont), où l'on voit comment un régime politique est sérieusement ébranlé par une simple affaire de bijoux ; en l'espèce le collier de la reine... C'est aussi le cas de « l'Histoire de la Révolution française » de Jules Michelet (deux tomes, Robert Laffont, collection Bouquins) : l'auteur y balance sans cesse entre le socialisme utopique et le nationalisme ardent ; n'est-ce pas une « hésitation » d'aujourd'hui ?

## CINOCHE

Traditionnelle parution de fin d'année : « l'Année du cinéma 1979 » par Danièle Heymann et Alain Lacombe (Calmann-Lévy). Mais, en 1979, l'édition a fait mieux pour le cinéma : elle est partie à la recherche des revues perdues. De deux revues surtout : « l'Ecran français », né clandestinement sous l'occupation, mort en mars 1952 ; et « la Revue du cinéma » qu'édita Gaston Gallimard à partir de 1929. D'où « l'Ecran français, histoire d'un journal et d'une époque » (Editeurs français réunis) et les cinq volumes en fac-similé de « la Revue du cinéma » (Pierre Lherminier éditeur). Heureux temps où Pierre Mac Orlan et Jean Renoir écrivaient dans « l'Ecran français » et Cocteau, Desnos, Leiris, Pirandello, Prévert et Sartre dans « la Revue du cinéma » !

## BEAUX ARTS

Les encyclopédies font fureur : « Petit Larousse de la peinture », en deux volumes, par Michel Laclotte ; « Encyclopédie contemporaine de la bijouterie-joaillerie » (Dessain-Tolra/Chêne) ; « Who's who de l'architecture » par James Richards (Albin-Michel) ; « Anatomie de l'architecture » par George Mansell (Berger-Levrault) ; « l'Art de la Bretagne » par Victor-Henri Debidour (Arthaud) ; « les Arts de l'Afrique noire » par Jean Laude (Le Chêne) ; « les Peintres orientalistes » par Michelle Verrier (Flammarion) ; et « les Ex-Voto racontent » par René Creux (Fontainemore-Flammarion).

Mais les études consacrées à chaque artiste individuellement ont toujours la faveur des éditeurs : « Dali », essai de Ramon Gomez de la Serna (Flammarion) ; « Corot » par Jean Leymarie (Skira, collection Découverte du XIX[e] siècle) ; « l'Art de Bernard Leach », potier, par Carol Hogben (Dessain et Tolra) ; et les derniers parus de la collection « les Maîtres de la peinture moderne » (Flammarion) : « Hélion » par René Micha, « le Douanier Rousseau » par Dora Vallier et « Mary Cassatt » par Jay Roudebush.

## A VOS MARQUES

Les sportifs en chambre vont se jeter sur les albums des éditions Calmann-Lévy : « l'Année du cyclisme 1979 » par Pierre Chany ; « l'Année du tennis 1979 » par Jean Courvercelle, Gilles Delamarre et Jacques Carducci ; « l'Année du football 1979 » par Jacques Thibert ; et « l'Année du rugby 1979 » par Christian Montaignac.

Les praticiens du sport, réguliers ou épisodiques, se rabattront plus volontiers sur des ouvrages pratiques : « Joies du tennis » par Jean-Pierre Lacour (Hachette) ; « le Guide de la navigation de plaisance » par Jean-Michel Barrault (Marabout) ; « le Guide de la planche à voile » par Jacques et Christian Van Nevel (Marabout) ; « Courir au naturel, du jogging au marathon » par le docteur Jacques Turblin et Alain Lunzenfichter (Editions Alta).

Les alpinistes sont les plus gâtés ; en quelques mois, les éditions Denoël n'ont pas publié moins de trois livres qui les concernent : « les Alpes du soleil, les cent plus belles courses et randonnées » par Jean-Marie Morisset ; « les Glaciers sont vivants » par Robert Vivan et « les Alpes » de Shiro Shirahata, avec une préface de Gaston Rebuffat.

Le meilleur livre consacré à un champion : « la Bande à Hinault » (Editions Alta). L'étude la plus émotionnelle : « le Football, vérité et poésie » par Pierre-Louis Rey (Hachette-littérature). Les pages les plus nostalgiques : « C'était le Vel'd'Hiv' » par Liliane Grunwald et Claude Cattaert (Ramsay).

## RÊVER ET FREMIR

Nombre de maisons, sur le marché de l'édition française, ont leur collection de science-fiction : « Présence du futur » chez Denoël, « Dimensions » chez Calmann-Lévy, « Ailleurs et demain » chez Robert Laffont, « Super S.F. » chez Albin-Michel, « Anticipation » au Fleuve noir, « Autres temps autres mondes » chez Casterman, « Chute libre » chez Champ libre, « l'Utopie tout de suite » aux Editions Encre, « Emile Opta » chez Opta, etc. La S.F. a aussi envahi le format de poche : J'ai lu, le Livre de Poche et Presses-Pocket. Mais on n'avait jamais vu une jeune maison d'édition se constituer un fond de science-fiction aussi rapidement : les Nouvelles Editions Oswald viennent de publier neuf ouvrages de S.F. en dix mois ! Derniers titres parus : « Cette hideuse puissance » de C.S. Lewis, « Créateur d'étoiles » d'Olaf Stapledon et « le Nuage noir » de Fred Hoyle.

Un tel engouement explique sans nul doute que la S.F. fasse l'objet de travaux de réflexion et de recherches historiques : Robert Laffont vient de faire paraître « l'Effet science-fiction » d'Igor et Grichka Bogdanoff et Albin-Michel « l'Encyclopédie visuelle de la science-fiction » de Brian Ash.

## BELLES-LETTRES

La littérature occupe une place de plus en plus discrète dans l'édition. Raison de plus pour attirer l'attention sur des ouvrages exceptionnels.

Hachette-Massin publie « Troubadours et trouvères » de René Nelli. Les Editions de Saint-Germain-des-Prés font paraître deux anthologies : « les Cent Plus Beaux Poèmes d'amour » par Alain Bosquet et « Trente-cinq siècles de poésie amoureuse » de Pierre Haïat. François Maspero sort de l'ombre « le Nuage amoureux » du poète turc Nazim Hikmet.

Quelques séries économiques. Marabout a rassemblé en trois volumes de poche tous les « Contes fantastiques » d'Hoffmann. Denoël a entrepris d'éditer les œuvres complètes de Leonardo Sciascia ; le premier volume rassemble « A chacun son dû », « le Contexte » et « Todo modo ». Chez Albin-Michel, on peut désormais lire toute l'« Œuvre romanesque » de Joë Bousquet, en deux tomes.

Des découvertes ou redécouvertes. Garnier, dans sa collection « Classiques brochés », continue imperturbablement à imprimer la « Correspondance » de George Sand ; déjà quatorze volumes parus ! Les éditions Plasma s'efforcent de nous rendre des auteurs oubliés : Georges Ribermon-Dessaignes avec « Frontières humaines », Benjamin Fondane avec « la Conscience malheureuse » et « Rimbaud le voyou ». Enfin, les Nouvelles Editions Oswald tiennent leur pari de consacrer une collection, « Envoi », à ne publier que des premiers romans ; dernières livraisons : « Je rêve petit-bourgeois », de Michel Cejtlin, présenté par Jean-Edern Hallier, et « le Roi bissextile » de Jean-Paul Rosart, présenté par Jean-François Kahn.

## IN VINO VERITAS

1979 aura été l'année des livres sur le vin. Le phénomène a été tellement évident que Bernard Pivot leur a consacré un supplément spécial dans le numéro de novembre dernier de « Lire ». Que retenir dans le fatras de cette production ?

Le « Nouveau Larousse des vins », par le docteur Gérard Debuigne, est l'outil de base : il définit tous les mots de l'œnologie et toutes les appellations, « les Grands Vins de France » de Michel Donaz (Julliard) est une sobre et claire encyclopédie pratique, une bonne géographie initiatique à la France viticole. Quand on a une idée globale du vignoble français, des questions se posent : comment acheter ses vins, comment les soigner, comment les faire décanter, comment les boire, avec quels plats, en quelles circonstances ? « le Vin à la maison » de Louis Plessis (Flammarion) répond à toutes ces interrogations.

Mais si l'on veut aller plus loin, apprendre à connaître au cas par cas les meilleurs vins, sinon les plus agréables et les plus séduisants, il faut se retourner vers un petit chef-d'œuvre déjà ancien : le « Guide de la bonne cave » de Philippe Couderc (La Table Ronde, deux volumes). Quant au livre le plus courageux, c'est Pierre-Marie Doutrelant qui l'a signé : « les Bons Vins et les autres » (Le Seuil) : il ose s'en prendre aux mauvais pinards, aux bricolages et aux trafics, à la chaptalisation, à l'utilisation d'engrais, aux combines, aux entourloupes en tout genre. Un vrai travail de journaliste, sans complaisance, qui n'en donne que plus de valeur aux adresses de vignerons citées par Doutrelant.

Jean-Laurent

# Université : Mai-68 à la trappe !

## *L'Université est un des lieux stratégiques où la droite mène son offensive* contre le service public*

PAR JEAN-LOUIS PIEDNOIR

DE GAULLE est bien oublié. Même par le R.p.r. L'amendement déposé par Antoine Ruffenach montre que le mouvement gaulliste lui-même a décidé d'enterrer la participation dans le seul domaine où elle avait vécu un timide début d'application : l'Université.

C'est la majorité tout entière qui a voulu monopoliser les universités, les rendre semblables à Paris IV ou Aix-Marseille III : en faisant élire les présidents par les seuls enseignants de haut rang, en éliminant tout ce qui peut gêner, voici revenu le temps du mandarinat, de la docilité. Au nom de l'élite, la droite pousse donc à la médiocrité.

Pour comprendre la volonté de Valéry Giscard d'Estaing et d'Alice Saunier-Seïté il faut faire un peu d'histoire.

De 1945 à 1968 les universités ont eu une croissance phénoménale : nombre d'étudiants multiplié par huit, création de nouvelles facultés, etc. Les règles qui régissent leur fonctionnement étaient totalement inadaptées. La crise de Mai-1968 fit voler en éclats ces structures archaïques.

Pour reconstruire l'université après la bourrasque de Mai-1968, Edgar Faure, à l'époque ministre de l'Education nationale, proposa une loi dite d'orientation qui fut votée à l'unanimité. Cette loi, tout en mettant en place certains verrous, proposait un cadre juridique s'inspirant de trois principes : pluridisciplinarité, autonomie, participation. Elle n'était pas parfaite pour des socialistes mais elle était perfectible.

Adoptée dans l'élan de Mai-1968 cette loi ne satisfaisait pas la droite, surtout sa fraction la plus réactionnaire. Aussi au fil des années, des retouches furent apportées, gommant les aspects les plus progressistes. Ce fut la restriction de la représentation étudiante par le biais du « quorum » (le nombre de sièges étudiants est calculé suivant le pourcentage des votants aux élections) ; l'instauration d'une sélection en médecine puis en pharmacie. L'autonomie fut réduite par voie budgétaire ou réglementaire, la pluridisciplinarité écornée par la mise en place de structures séparées pour les formations à finalité professionnelle.

Pour graves qu'elles furent, ces atteintes à la loi d'orientation ne touchaient pas au cœur de son mécanisme. Cela devait changer avec l'application par Alice Saunier-Seïté de la politique giscardienne dans le secteur universitaire.

Cette politique est caractérisée par une reprise en main totale de l'Université par les forces politiques dominantes. Elle présente plusieurs aspects. Un aspect politique et idéologique : donner à l'université le pouvoir aux forces proches du gouvernement, étouffer toute velléité d'expression propre de l'Université, expression toujours suspecte, au moins de mauvais esprit. Un aspect budgétaire : faire fonctionner l'ensemble au moindre coût quitte à sacrifier la qualité de l'enseignement et de la recherche. Un aspect économique et social : fournir aux entreprises ce dont elles disent avoir besoin à court terme, aussi bien en matière de recherche que de main-d'œuvre. Dans le langage giscardien cela s'appelle le pilotage par l'aval.

Cette politique s'est traduite par un certain nombre de mesures administratives : organisation des études du second cycle, réforme du 3e cycle, réorganisation du C.n.r.s., réforme des carrières : mise en place occulte d'une carte universitaire. Toutes ces mesures ont été prises dans le secret des cabinets et imposées sans aucune consultation des intéressés.

La division du corps universitaire, l'isolement entretenu par le Pouvoir des universités dans la nation, l'absence de réaction de masse des étudiants, la démagogie du ministre dénigrant dans l'opinion publique ses administrés, ont permis jusqu'à présent à cette politique de passer dans les faits.

Probablement grisé par ses succès, le Pouvoir a voulu s'attaquer au cœur de la loi d'orientation. Selon celle-ci, l'université est dirigée par un président élu pour cinq ans et non immédiatement rééligible par le conseil d'université où siègent des représentants, des professeurs, des maîtres-assistants et assistants, des étudiants, des personnels techniques et administratifs, des personnalités extérieures.



*Alice Saunier-Seïté et Edgar Faure.*

Ce mécanisme fait que le président est représentatif de l'ensemble de son université, ce qui lui donne un poids important. Non rééligible, il est plus difficilement sensible aux pressions des divers groupes. Et en cinq ans il a le temps de conduire une politique.

La loi Seguin votée à l'Assemblée nationale, loi proposée par le R.p.r. et soutenue par le gouvernement, instaure les mesures suivantes :

— rééligibilité immédiate possible du président ;

— élection de celui-ci par les seuls professeurs et maîtres de conférence ;

— impossibilité d'élire comme président quelqu'un qui ne soit pas professeur.

Le motif invoqué : avoir des universités de qualité. Le vrai motif : éliminer la possibilité d'avoir des présidents d'université ayant une sensibilité de gauche.

Pour le Pouvoir, cette loi a plusieurs avantages :

— éliminer les présidents mal-pensants ;

— diminuer le rôle du président, celui-ci n'étant élu que par une petite partie de l'université ne peut avoir le prestige de celui qui est élu par l'ensemble du conseil ;

— possibilité de voir pérenniser des présidents dévoués.

Pour l'université ces mesures sont néfastes. Elles sont une atteinte à la démocratie et aux libertés. C'est comme si l'élection du président de la République était réservée à la fraction la plus diplômée ou la plus riche de la population.

Elles sont injustes : on élimine du fonctionnement de l'Université des gens compétents : personnel technique, personnalités extérieures, maîtres-assistants. Sait-on que beaucoup de maîtres-assistants auraient été, il y a quelques années, nommés professeurs ?

Elles sont dangereuses : peut-on ignorer les étudiants sans risque d'explosion dans une université ?

Elles organisent le repliement et la marginalisation de l'Université. On risque d'avoir des présidents solivaux, sans audience, qui au bout de dix ans de mandat seront coupés des réalités de l'enseignement et de la recherche. On aura plus de mal à trouver les personnalités extérieures qui peuvent donner à l'Université l'ouverture dont elle a besoin.

Pour toutes ces raisons le Parti socialiste condamne ces mesures. Il a appelé l'ensemble des universitaires à protester immédiatement, à alerter le Sénat de la nocivité d'une proposition de loi votée à la sauvette à l'Assemblée nationale. Ses sections d'université, ses militants sont au premier rang pour obtenir de la haute assemblée le rejet du texte. Car l'Université est un des lieux stratégiques où la droite mène son offensive contre le service public. C'est dire si l'enjeu dépasse largement les seules universités. ●

* *Offensive qui vient d'être «différée» par le gouvernement. Mardi, le Premier ministre a décidé de reporter en avril 1980 la discussion d'une proposition de loi que, cinq jours plus tôt, Alice Saunier-Séïté souhaitait « d'extrême urgence »...*

# Les croisés de l'Union

"VOICI maintenant plus de deux ans que l'union de la gauche est rompue. » C'est la première phrase d'un appel signé par quarante militants socialistes, quarante militants communistes et vingt personnalités n'appartenant à aucune de ces formations. Cet appel, rendu public lundi dernier, a une ambition : devenir une pétition nationale rassemblant des milliers de signatures. Suite à l'ambition, l'espoir : que l'union, à la base, débouche sur un « mouvement populaire aux bases nouvelles et élargies ».

Il est rare qu'une seule initiative suffise à débloquer une situation. Il est difficile d'espérer qu'un seul effort suffira. Pourtant face aux dangers, à une droite qui tire son pouvoir de la désunion de la gauche, il est bon que la résignation ne devienne pas le lot commun du « peuple de gauche ». Et, un tel appel même si son impact demeure limité prouve qu'à gauche il n'y a pas que des résignés.

S'intitulant « pour l'union dans les luttes » cet appel fait référence à ce qui, aujourd'hui, peut permettre enfin de clarifier la situation. Car jusqu'à présent le P.c. a le plus souvent refusé les « actions à la base ». Tout ce qui peut favoriser que des actions communes se développent est donc positif. Certes il serait naïf de croire que l'on peut en dehors des partis et des « états-majors » régler des problèmes qui, de toute évidence, sont dus à ce qu'il faut bien appeler une concurrence. La spécificité de l'action politique est réelle et le poids de l'extérieur est très relatif sur des organisations du type du P.c.f. Les signataires n'ont peut-être pas mesuré cette inertie. Faut-il pour autant souhaiter que leur action soit inutile ?

Dernier point. Les signataires semblent avoir oublié qu'il est difficile de mettre sur le même plan les « états-majors » du P.s. et du P.c., oubliant que les responsabilités des uns et des autres dans la crise de la gauche ne sont pas au même niveau. Mais ne faisons pas la fine bouche : pour l'Histoire il faudra prendre la mesure des fautes et des erreurs des uns et des autres. Les signataires, eux, semblent simplement vouloir agir... ●

G. P.